Plan Climat Air Energie Territorial

Rapport d’évaluation environnementale stratégique

Grand Cubzaguais

Communauté de Communes



Octobre 2019



Siège Social : 2 Bis Boulevard de la Paix

13 640 LA ROQUE D’ANTHERON

# Table des matières

[Table des matières 3](#_Toc34214301)

[1 Préambule 5](#_Toc34214302)

[1.1 Les objectifs de l’évaluation environnementale stratégique 5](#_Toc34214303)

[1.2 Le contenu de l’évaluation environnementale 5](#_Toc34214304)

[2 Plan Climat Air Energie Territorial 7](#_Toc34214305)

[2.1 Les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial 7](#_Toc34214306)

[2.2 Le contenu du PCAET du Grand Cubzaguais 7](#_Toc34214307)

[3 Articulation avec d’autres plans et documents 9](#_Toc34214308)

[3.1 Le positionnement national 10](#_Toc34214309)

[**3.1.1** **La Stratégie Nationale Bas Carbone** 10](#_Toc34214310)

[**3.1.2** **La Programmation Pluriannuelle de l’Energie** 12](#_Toc34214311)

[**3.1.3** **Les programmes d’amélioration de la qualité de l’air** 12](#_Toc34214312)

[3.2 Le positionnement régional 13](#_Toc34214313)

[**3.2.1** **Le Schéma Régional Climat Air Energie Aquitaine** 13](#_Toc34214314)

[**3.2.2** **Le Schéma Régional d’Aménagement, de Développement Durable et d’Egalité des Territoires Nouvelle-Aquitaine** 14](#_Toc34214315)

[**3.2.3** **Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Aquitaine** 15](#_Toc34214316)

[3.3 Les liens entre les objectifs régionaux/nationaux et le PCAET 16](#_Toc34214317)

[3.4 Le Schéma de Cohérence de Territoriale 17](#_Toc34214318)

[4 Description de la méthode d’évaluation 19](#_Toc34214319)

[4.1 L’analyse de l’état initial de l’environnement 19](#_Toc34214320)

[4.2 L’analyse des incidences sur l’environnement 19](#_Toc34214321)

[4.3 Les mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs 20](#_Toc34214322)

[5 Résumé de l’état initial de l’environnement 21](#_Toc34214323)

[6 Analyses des incidences sur l’environnement 23](#_Toc34214324)

[6.1 Vue d’ensemble des incidences environnementales probables du PCAET 23](#_Toc34214325)

[6.2 Analyse des incidences sur le climat 23](#_Toc34214326)

[6.3 Analyse des incidences sur le milieu physique 24](#_Toc34214327)

[6.4 Analyse des incidences sur le milieu naturel 25](#_Toc34214328)

[6.5 Analyse des incidences sur les risques naturels et technologiques 25](#_Toc34214329)

[6.6 Analyse des incidences sur les pollutions et les nuisances 26](#_Toc34214330)

[6.7 Zoom sur les sites naturels protégés du territoire 27](#_Toc34214331)

[6.8 Cartographie des incidences environnementales du PCAET 27](#_Toc34214332)

[7 Mesures correctives préconisées 35](#_Toc34214333)

[8 Système de suivi et d’évaluation des impacts sur l’environnement 36](#_Toc34214334)

[9 Les conséquences socio-économiques 48](#_Toc34214335)

[9.1 La facture énergétique 49](#_Toc34214336)

[9.2 Le coût de l’inaction 49](#_Toc34214337)

[9.3 Le cout de l’action 50](#_Toc34214338)

[10 Résumé non technique 51](#_Toc34214339)

[10.1 Le contexte territorial 51](#_Toc34214340)

[10.2 L’élaboration du Plan climat-air-énergie territorial 52](#_Toc34214341)

[10.3 Les enjeux environnementaux du territoire 52](#_Toc34214342)

[10.4 Les incidences environnementales et les mesures prises 55](#_Toc34214343)

[10.5 Gouvernance et suivi : 56](#_Toc34214344)

# Préambule

## Les objectifs de l’évaluation environnementale stratégique

Une évaluation environnementale stratégique (EES) vise à recenser et évaluer les éventuelles conséquences environnementales d’un plan ou d’un programme. Elle permet de s’assurer que l’ensemble de ces conséquences sont prises en compte de manière appropriée, au même titre que les considérations économiques et sociales, précédant le processus de décision.

L’EES examine la pertinence des choix opérés et questionne chacune des options envisageables pour éviter, réduire voire compenser les impacts environnementaux induits par la mise en œuvre du programme. Elle tient compte des impacts cumulatifs des politiques, des plans ou des programmes et détermine les orientations à long terme.

Conformément à **l’article R.122-21 du code de l’environnement**, l’évaluation doit donner lieu à un avis spécifique émis par le préfet en tant qu’autorité environnementale, appuyé pour cela par le service régional de l’environnement (DREAL) : l'autorité environnementale dispose de trois mois pour émettre son avis.

L’EES favorise la consultation et la participation du public dans le processus de décision, ce qui assure une plus grande transparence. Ainsi, le rapport environnemental et le rapport de projet de PCAET sont mis à disposition du public par voie électronique durant 30 jours dans les conditions prévues à **l’article L.123-19 du code de l’environnement**.

Les avis donnés par l'autorité environnementale, le président de Région et la préfecture seront joints au dossier d’enquête publique et contribueront à améliorer la transparence de la décision et à accroître la qualité environnementale du projet.

## Le contenu de l’évaluation environnementale

Les **articles L.122-4 et L.122-5 du code de l’environnement** rendent obligatoire la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique (EES) pour un certain nombre de plans et programmes, soit de façon systématique, soit après une étude au cas par cas.

**L’article R.122-17 du code de l’environnement** précise la liste des plans et programmes devant faire l’objet d'une EES systématiquement (respectivement après étude au cas par cas). Cette liste est fixée par un décret pris en Conseil d'État.

Son contenu est précisé par **l’article R.122-20 du code de l’Environnement** :

*« Le rapport environnemental comprend :*

*1° Une* ***présentation résumée*** *des objectifs du plan ou du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son* ***articulation avec d'autres plans et documents*** *visés à* [*l'article R. 122-17*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006834975&dateTexte=&categorieLien=cid) *et les documents d'urbanisme avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;*

*2° Une analyse de* ***l'état initial de l'environnement*** *et des perspectives de son évolution exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet;*

*3° Une analyse exposant :*

1. *Les* ***effets notables probables*** *de la mise en œuvre du plan ou document sur l'environnement et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages ;*
2. *L'évaluation des* ***incidences Natura 2000*** *prévue aux* [*articles R. 414-21 et suivants ;*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006837864&dateTexte=&categorieLien=cid)

*4°* ***L'exposé des motifs*** *pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées ;*

*5° La* ***présentation des mesures envisagées*** *pour éviter, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du plan ou du document sur l'environnement et en assurer le suivi ;*

*6° Un* ***résumé non technique*** *des informations prévues ci-dessus et la description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.*

*Le rapport environnemental peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents. »*

**L’article L.414-4 du code de l’environnement** précise les documents devant faire l’objet d’une évaluation des incidences Natura 2000. Les modalités de participation du public sont mentionnées à **l’article L.123-19 du code de l’environnement**.

Le projet de Plan Climat Air Energie du Territoire doit être mis à disposition du public avec l’évaluation environnementale.

Les modalités de la consultation ont été délibérées et approuvées en conseil communautaire du **25 octobre 2017**. (Délibération présentée en annexe)

Le tout doit également être déposé sur la plateforme informatique *http://www.territoires-climat.ademe.fr* pour la consultation des autorités concernées.

# Plan Climat Air Energie Territorial

## Les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial

Le plan climat air énergie territorial (PCAET) est défini à l’article L. 222-26 du code de l’environnement et précisé aux articles R. 229-51 à R.221-56.

Ce **document-cadre de la politique énergétique et climatique de la collectivité** est un projet territorial de développement durable dont la finalité est la lutte contre le changement climatique et l’adaptation du territoire. Il doit être révisé tous les **6 ans**.

Le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) est un cadre d’engagement du territoire qui poursuit deux objectifs :

* Participer à **atténuer le changement climatique** en limitant les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité et de son territoire ;
* **Adapter le territoire aux effets du changement climatique**.

Il décline ces objectifs à l’échelle du patrimoine et des services de la collectivité, à l’échelle des compétences et des politiques publiques de la collectivité et à l’échelle du territoire et de ses acteurs. Un Plan Climat Air Energie du Territoire contient des objectifs stratégiques et opérationnels, un programme d’actions et un dispositif de suivi et d’évaluation des résultats.

## Le contenu du PCAET du Grand Cubzaguais

Le PCAET décrit les actions et moyens qui doivent être mis en œuvre au cours des six prochaines années. D’un point de vue territorial, cette démarche doit permettre de renforcer la communication et **l’animation du territoire** afin de poursuivre le travail **en synergie avec les acteurs** du territoire.

Le programme a été structuré en **5 axes stratégiques**, sur lesquels s’orientent les engagements du territoire autour de **15 orientations opérationnelles**.

|  |
| --- |
| **Axes stratégiques et orientations opérationnelles** |
| **AXE 1 : Favoriser une mobilité sobre en carbone** |
| Réduire la mobilité carbonée |
| Encourager les mobilités actives |
| Agir sur les déplacements pendulaires |
| **AXE 2 : Sobriété et transition énergétique** |
| Développer les énergies renouvelables et de récupération |
| Améliorer les performances énergétiques et environnementales de l'habitat |
| **AXE 3 : Aménager un territoire résilient face aux changements climatiques** |
| Préserver la quantité et la qualité de la ressource en eau |
| Renforcer la résilience des écosystèmes |
| Protéger la population des effets du changement climatique |
| Améliorer la prise en compte des enjeux climatiques dans les documents et les projets d'aménagement |
| **AXE 4 : Développer un territoire durable** |
| Accroître l'autonomie alimentaire du territoire et les pratiques agricoles durables |
| Encourager le développement d'une économie locale bas carbone |
| Promouvoir une offre touristique durable |
| Réduire et valoriser les déchets collectés |
| **AXE 5 : Grand Cubzaguais, territoire engagé** |
| Mobiliser autour du Plan Climat |
| Renforcer l'exemplarité des collectivités |

# Articulation avec d’autres plans et documents

Tel que prévu à l'article L. 229-26, le plan climat-air-énergie territorial est l'outil opérationnel de coordination de la transition énergétique réglementairement positionné à l’échelle des EPCI. Cette démarche est un maillon indispensable dans la déclinaison de la stratégie nationale de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique. Elle doit donc s’articuler avec l’ensemble des dispositifs stratégiques et opérationnels qui traite de près comme de loin des thématiques énergie, air et climat.

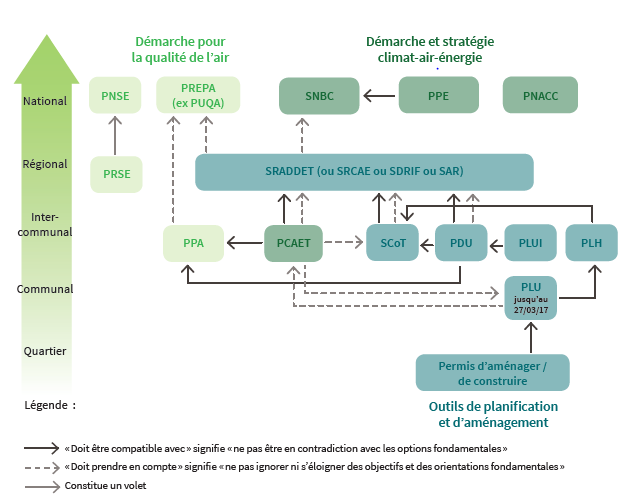


Figure 1 : Schéma d’articulation des outils de planification et documents d’urbanismes réglementaire, source ADEME 2017

* Le PCAET doit être compatible avec le **Schéma régional Climat Air Energie (SRCAE)** ou les règles du **Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)** ;
* Le PCAET doit prendre en compte le **Schéma de Cohérence Territorial (SCoT)**, les objectifs du SRADDET et la **Stratégie nationale bas carbone** tant que le schéma régional ne l’a pas lui-même prise en compte ;
* Le **PLU / PLUi** doit prendre en compte le PCAET ;
* Le PCAET doit être compatible avec le **Plan de Protection de l’Atmosphère (PPA).** A noter que le territoire de la CC Grand Cubzaguais n’est pas concerné par un PPA. La thématique de la qualité de l’air a ainsi été traitée de manière transverse dans le plan d’actions.

## Le positionnement national

### **La Stratégie Nationale Bas Carbone**

La **Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC)** définit la feuille de route de la France en matière de réduction de ses émissions GES. Elle a été présentée le 18 novembre 2015 en Conseil des Ministres. Le décret d’application fixe les trois premiers budgets carbone pour les périodes 2015-2018, 2019-2023 et 2024-2028.

La France s'est engagée à réduire de 75 % ses émissions GES à l'horizon 2050 par rapport à 1990 (Facteur 4).

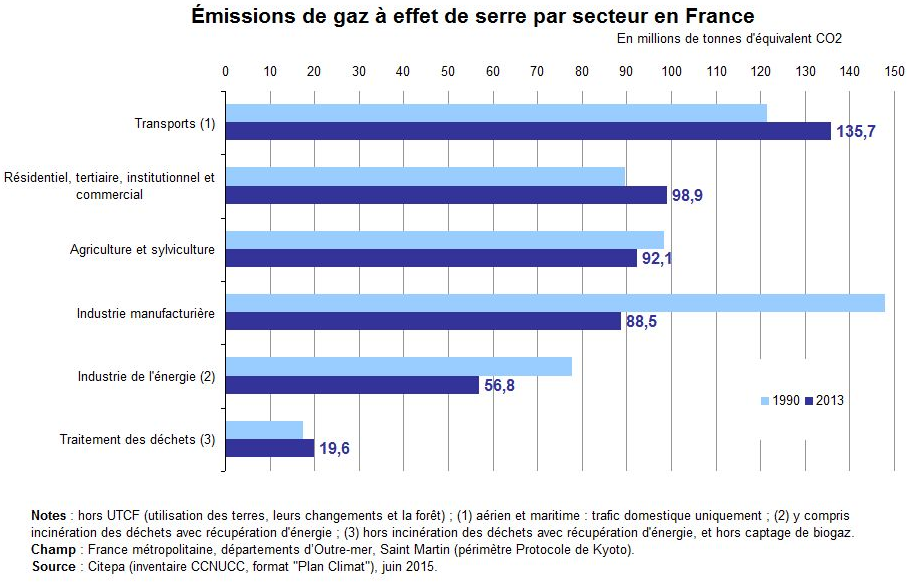
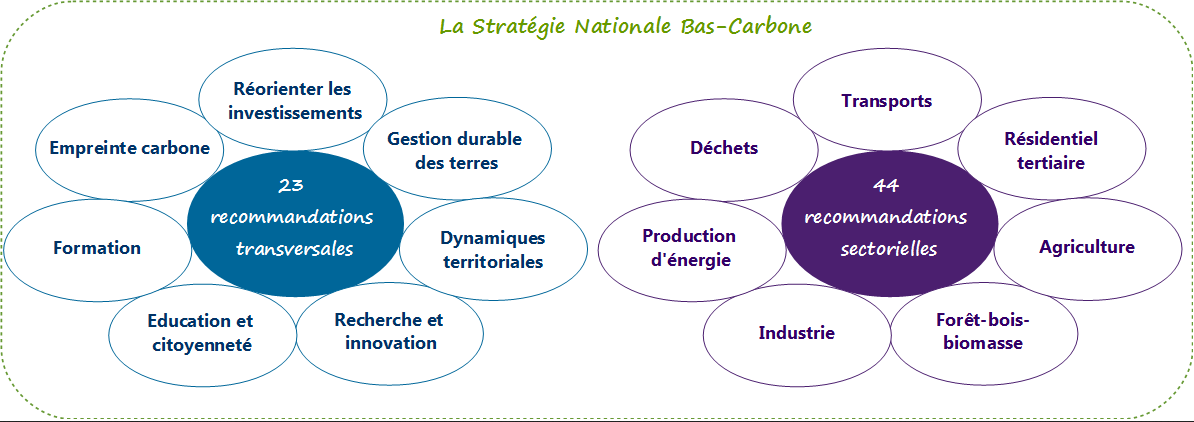


Figure 2 : Evolution des émissions GES en France entre 1990 et 2013, source ; CITEPA format Plan Climat

La SNBC impose une réduction de l’empreinte carbone de la France selon trois axes :

* **une baisse de l'intensité carbone de l'économie** : développer les énergiesrenouvelables, mobiliser les matériaux biosourcés (ex.: bois dans la construction), encourager une mobilité maîtrisée et moins polluante, notamment grâce aux technologies bas-carbone et à l’information des consommateurs ;
* **un développement majeur des économies d'énergie dans l'ensemble des secteurs** : notamment l'industrie, les bâtiments, les transports ;
* **le développement de l'économie circulaire** : éco-conception, recyclage, réemploi.

Elle comprend soixante-sept recommandations pour chaque secteur d'activités et sur des sujets transversaux (empreinte carbone, investissements, gestion des terres, dynamiques des territoires, R&D, éducation et formation) :



Par ailleurs, le 6 décembre 2018, le gouvernement a rendu public son projet de **Stratégie Nationale Bas Carbone révisée (SNBC 2).** Ce projet devrait être adopté d’ici au 2ème semestre 2019.

La SNBC révisée intègre notamment la prise en compte de la capacité de séquestration du territoire dans l’équation. L’objectif serait de tendre vers la neutralité carbone d’ici 2050, c’est-à-dire que le niveau de nos émissions soient équivalent à la capacité de puits de carbone sur le territoire national (croissance des forêts, stockage carbone des sols mais aussi technique séquestration sur site industriel, ...). De plus, le 4ème budget carbone (2029-2033) y est détaillé.

La répartition des efforts à fournir par les différents secteurs se décline comme suit :

Figure 3 : Répartition sectorielle des 4 budgets-carbone, source Ministère de la Transition écologique et solidaire

Les années 2021 et 2026 sont des années médianes des 2ème et 3ème budgets carbone fixés par l’Etat. Les années 2030 et 2050 correspondent aux objectifs à tenir à moyen et long terme.

### **La Programmation Pluriannuelle de l’Energie**

Crée par la loi Transition Energétique, la **Programmation Pluriannuelle de l’Energie (PEE)** est un outil de pilotage pour établir les priorités nationales dans la gestion de l’ensemble des formes d’énergies exploitables sur le territoire et en vue d’atteindre les objectifs de développement des énergies renouvelables notamment pour les dix années à venir. Le projet de la PPE a été publié le 25 janvier 2019. Il doit maintenant être discuté avec différentes instances avant une validation définitive.

Les objectifs fixés sont les suivants :

* Baisse de 7% de la consommation finale d’énergie en 2023 et de 14% en 2028 par rapport à 2012 ;
* Réduction des émissions de GES issues de la combustion d’énergie de 14% en 2023 et de 30% en 2028 par rapport à 2016 ;
* Augmentation de 25% en 2023 et entre 40 et 60% en 2028 de la consommation de chaleur renouvelable de 2016 ;
* Augmentation de 50% de la puissance électrique renouvelables installée en 2023 et doublement en 2020 par rapport à 2017.

Ces projets de PPE et de SNBC servent de base pour l'élaboration du **plan national énergie-climat** que la France doit produire dans le cadre de la gouvernance européenne.

### **Les programmes d’amélioration de la qualité de l’air**

La loi de Transition Energétique pour le Croissance Verte a pleinement intégré les enjeux de la qualité de l’air. Elle a ainsi instauré la mise en œuvre du **Plan national de Réduction des Émissions de Polluants Atmosphériques (PREPA).**

Le décret PREPA fixe les réductions suivantes de certains polluants, conformes à la directive 2016/2284 :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *% de réduction / 2005* | **2020** | **2025** | **2030** |
| **SO2** | - 55 % | - 66 % | - 77 % |
| **NOx** | - 50 % | - 60 % | - 69 % |
| **COVNM** | - 43 % | - 47 % | - 52 % |
| **NH3** | - 4 % | - 8 % | - 13 % |
| **PM2, 5** | - 27 % | - 42 % | - 57 % |

Figure 4 : Réductions des émissions de polluants atmosphériques du décret PREPA 2017, exprimés en pourcentage de réduction des émissions une année cible par rapport aux émissions de 2005.

Par ailleurs, le **Plan de Protection de l'Atmosphère** a pour objet de renforcer localement les objectifs de qualité de l’air et les orientations permettant de les atteindre. Les PPA sont obligatoires pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants et des zones où les valeurs limites réglementaires de concentration en polluants atmosphériques sont dépassées ou risquent de l’être. La région ex-Aquitaine est couverte par quatre PPA : Bordeaux, Bayonne, Dax et Pau.

**Le territoire du Grand Cubzaguais n’est pas impacté par un document cadre en particulier**. En revanche, la problématique de qualité de l’air a été traitée transversalement au sein de la démarche PCAET aux vues des corrélations évidentes avec la réduction des émissions de GES et toute action de réduction des émissions des **secteurs des transports, résidentiel et agricole** notamment.

## Le positionnement régional

### **Le Schéma Régional Climat Air Energie Aquitaine**

Le **Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) Aquitaine** a été arrêté par le Préfet de Région et approuvé le 15 novembre **2012**. Il fixe 32 orientations Climat Air Énergie en vue d’atteindre les objectifs « 2020 » :

* 24 orientations sectorielles « Bâtiment », « Industrie », Agriculture et Forêt », « Transports », « Énergies et Réseaux »
* 8 orientations transversales relatives à l’adaptation au changement climatique et à la qualité de l’air dont des orientations spécifiques pour les zones sensibles.

Il propose 2 scenarios, Grenelle+ et Durban, dont les objectifs sont rappelés dans le tableau suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **En 2020** | **Objectif National** | **Scénario « Grenelle+ »** | **Scénario « Durban »** |
| **Emission de GES** | -17% | -20% | -30% |
| **Efficacité énergétique** | 20% | 28,5% | 41% |
| **Part d’ENR dans le mix énergétique** | 23% | 25,4% | 34,6% |

Figure 5: Objectifs chiffrés du SRCAE Aquitaine (2012)

5 Objectifs stratégiques et 32 orientations d’actions ont été définis dans ce document cadre pour y répondre :

* **Objectif 1** : Sensibiliser et disséminer une culture énergie climat pour une prise de conscience généralisée des enjeux
* **Objectif 2** : Approfondir les connaissances des acteurs du territoire, préalable à une définition adaptée des actions
* **Objectif 3** : Construire un cadre de gouvernance préalable à une démarche partagée et partenariale
* **Objectif 4** : Développer des outils financiers et juridiques pour réussir le changement d’échelle
* **Objectif 5** : Déployer de manière généralisée les actions air énergie climat sur le territoire Aquitain

Ce schéma régional joue le rôle de courroie de transmission entre les décisions fixées à l’échelle internationale et nationale, et les actions opérationnelles dans les territoires de Nouvelle Aquitaine. Il constitue un cadre de référence régional pour l’élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Les orientations et les objectifs fixés ne se veulent pas directifs mais doivent servir de base de réflexion pour alimenter la stratégie et le plan d’action du PCAET. Ils devront être déclinés et priorisés au regard des enjeux du territoire du Grand Cubzaguais.

### **Le Schéma Régional d’Aménagement, de Développement Durable et d’Egalité des Territoires Nouvelle-Aquitaine**

Les objectifs se limitent à 2020 pour le SRCAE d’Aquitaine, mais un autre outil voué à le remplacer, le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de Nouvelle-Aquitaine, le SRADDET, est en cours d’approbation. En effet, le projet de **SRADDET Nouvelle Aquitaine** a été arrêté en plénière par délibération du 6 mai 2019. Il devrait être approuvé dans sa version définitive au cours du 1er semestre 2020.

D’ici là, le SCRAE Aquitain reste le document de référence au niveau régional pour l’élaboration du PCAET de la CC Grand Cubzaguais, même si certains éléments du SRADDET sont pris en considération.

Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine s’articule autour de quatre priorité stratégiques structurant la politique régionale :

* **Bien vivre dans les territoires** (se former, travailler, se loger, se soigner) ;
* **Lutter contre la déprise et gagner en mobilité** (se déplacer facilement et accéder aux services) ;
* **Consommer autrement** (assurer à tous une alimentation saine et durable et produire moins de déchets) ;
* **Protéger l'environnement naturel et la santé** (réussir la transition écologique et énergétique).

Cette approche thématique très large connecte toutes les questions de la formation, de l’innovation, de la mobilité, de l’habitat… et intègre, par exemple, le sport, le vieillissement, les services ou le numérique. Le schéma crée également un nouveau cadre de référence, tant en matière de planification territoriale qu'en termes de contractualisation régionale, avec l'Etat, mais aussi avec l’ensemble des territoires.

Pour répondre à ces enjeux, la stratégie régionale va s’articuler autour de **3 orientations transversales et 14 objectifs stratégiques :**

* **Orientation 1 : Une nouvelle Aquitaine dynamique :**

*Des territoires attractifs, créateurs d’activités et d’emplois*

* Objectif stratégique 1.1 : Créer des emplois et de l’activité économique en **valorisant le potentiel de chaque territoire dans le respect des ressources et richesses naturelles.**
* Objectifs stratégique 1.2 : Développer **l’économie circulaire**
* Objectifs stratégique 1.3 : Donner à tous les territoires l’opportunité d’innover et d’expérimenter
* Objectifs stratégique 1.4 : Accroître l’attractivité de la région par une offre de **transport de voyageurs et de marchandises renforcée**
* Objectif stratégique 1.5 : Ouvrir la région Nouvelle-Aquitaine sur ses voisines, l’Europe et le monde
* **Orientation 2 : Une Nouvelle- Aquitaine audacieuse :**

*Des territoires innovants pour répondre aux défis démographiques et environnementaux*

* Objectif stratégique 2.1 : Allier **économie d’espace**, mixité sociale et **qualité de vie en matière d’urbanisme et d’habitat.**
* Objectif stratégique 2.2 : **Préserver et valoriser les milieux naturels, les espaces agricoles, forestiers et garantir la ressource en eau.**
* Objectif stratégique 2.3 : Accélérer la **transition énergétique et écologique** pour un environnement sain
* Objectif stratégique 2.4 : Mettre la **prévention des déchets** au cœur du modèle de production et de consommation
* Objectif stratégique 2.5 : **Être inventif pour limiter les impacts du changement climatique**
* **Orientation 3 : Une Nouvelle-aquitaine solidaire :**

*Une région et des territoires unis pour le bien-vivre de tous.*

* Objectif stratégique 3.1 : Renforcer les liens entre les villes, la métropole et les territoires ruraux
* Objectif stratégique 3.2 : **Affirmer les centres- bourgs et centres-villes comme échelons incontournables d’un accès équitable aux services et équipements.**
* Objectif stratégique 3.3 : **Optimiser les offres de mobilités, la multimodalité et l’intermodalité**
* Objectif stratégique 3.4 : **Garantir la couverture numérique et développer les nouveaux services et usages**

Les objectifs chiffrés du SRADDET tels que présentés dans le projet arrêté sont les suivants :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *Par rapport à 2010* | **2020** | **2030** | **2050** |
| **Consommation énergie** | -12% | -30% | -50% |
| **Emissions GES** | -18% | -45% | -75% |
| **Production ENR**  *(Part ENR dans la consommation)* | 32% | 50% | 100% |

Figure 6 : Objectifs chiffrés du projet SRADDET Nouvelle-Aquitaine

### **Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Aquitaine**

Le **Schéma Régional de Cohérence Écologique** (SRCE) constitue un document cadre régional qui vise à **l’identification et à la mise en œuvre de la Trame verte et bleue régionale**. Il comporte les informations suivantes :

* La présentation des enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la restauration des continuités écologiques ;
* Un volet identifiant l’ensemble des composantes de la Trame Verte et Bleue ;
* Une cartographie de la Trame Verte et Bleue à l’échelle de la région et les mesures contractuelles mobilisables pour la préservation ou la restauration des continuités écologiques ;
* Les mesures prévues pour accompagner la mise en œuvre des continuités écologiques.

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique d’Aquitaine a été annulé par le Tribunal administratif de Bordeaux (jugement du 13 juin 2017) pour manque d’autonomie fonctionnelle entre l’autorité chargée de l’évaluation environnementale du schéma et l’autorité qui l’a adoptée. Seule la phase d’état des lieux, qui comporte des éléments de connaissance sur les continuités écologiques régionales en Aquitaine, a été réalisée.

La réforme territoriale confère aujourd’hui aux régions un rôle majeur dans le pilotage de la politique de la biodiversité avec l’élaboration SRADDET, qui intégrera les enjeux de continuités écologiques.

Néanmoins, le **diagnostic SRCE Aquitaine identifie deux orientations transversales et dix enjeux transversaux ou territorialisés** :

* Les **orientations transversales** concernent les domaines de la connaissance et de la sensibilisation/communication :
* Une amélioration des connaissances pour identifier les continuités écologiques et leur diffusion aux acteurs du territoire ;
* La sensibilisation et la formation des acteurs du territoire.
* Cinq **enjeux transversaux**, c'est-à-dire communs à l’ensemble de la région, sont liés soit à des menaces identifiées, soit à des milieux d’intérêt particulier à préserver, voire à restaurer :
* Une urbanisation croissante et une artificialisation des sols à limiter ;
* Un réseau d’infrastructures dense et fragmentant à maîtriser ;
* Des zones humides et des continuités latérales des cours d’eau à préserver ;
* Les continuités longitudinales des cours d’eau à préserver/restaurer ;
* Un maillage de milieux ouverts nécessaire au fonctionnement des espèces et à leur déplacement, à maintenir.
* Cinq **enjeux territorialisés** correspondent à des problématiques particulières à une ou deux grandes régions naturelles ; ils viennent en complément des orientations et enjeux transversaux :
* Le particularisme du Massif des **Landes de Gascogne**, mosaïque de milieux favorables au déplacement des espèces ;
* L’arc forestier du Périgord, un territoire diversifié et riche ;
* Un littoral encore préservé mais très fragile ;
* Un espace montagnard, riche et spécifique, à préserver ;
* Un maillage de milieux naturels diffus et de faible superficie au sein des grandes régions naturelles à dominante agricole du nord de la Garonne et de l’Adour.

## Les liens entre les objectifs régionaux/nationaux et le PCAET

L’élaboration du PCAET a fait l’objet d’un travail de **scénarisation de l’évolution des consommations d’énergie et des émissions de gaz à effet de serre (GES) par secteur** (habitat, tertiaire, transport, agriculture, industrie), ainsi que **du développement des énergies renouvelables (ENR)**.

Un premier travail d’application des ambitions nationales (NégaWatt / Facteur 4) a été conduit par l’ALEC : il a permis de donner un cadre à l’action à engager par le territoire. La déclinaison de ces objectifs supra mène donc à l’élaboration de scénarios sectoriels, qui permettent de dimensionner les efforts à fournir localement, c’est-à-dire de quantifier l’ambition à poursuivre pour chaque secteur en vue d’atteindre ces objectifs.

Ensuite, un travail de croisement entre les atouts et les contraintes du territoire, ainsi que la quantification du plan d’actions du PCAET, ont permis de proposer un ajustement des objectifs sectoriels pour le territoire. Ainsi, le positionnement du territoire, au regard des objectifs nationaux/régionaux appliqués, et en fonction de ses potentialités d’actions, de la maturité de ses projets et de son expérience est facilité. Le Grand Cubzaguais a retenu les cibles suivantes pour 2030 :

* Consommation d’énergie : une réduction de 17% ;
* Production d’énergie renouvelable : un taux de couverture de 13%, soit 99 GWh produits ;
* Emissions de GES : une réduction de 30%.

Ainsi, le territoire entend **s’appuyer sur les outils structurants** qu’il a déjà mis en place ou qu’il souhaite développer afin de suivre cette trajectoire de transition énergétique et écologique, en concentrant ses efforts tant sur la maîtrise de la demande en énergie que sur le développement de la production d’énergie renouvelable.

En effet, l’intercommunalité a pleinement conscience de la nécessité de prendre en considération et prioritairement ce volet sur les besoins en énergie. C’est donc en fonction de son contexte et de son expérience, mais aussi de ses potentialités et de ses moyens d’actions, que le Grand Cubzaguais se fixe comme objectif -17% sur la **consommation d’énergie** en 2030.

D’autre part, le territoire souhaite intensifier son effort sur les **énergies renouvelables**, pour atteindre un ratio ENR / consommation en 2030 de 13%, en s’appuyant sur les projets existants et le potentiel de développement important.

## Le Schéma de Cohérence de Territoriale

Le **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)** est un document d’urbanisme, issu de la loi SRU (2000), destiné à remplacer l’ancien Schéma Directeur. Il est initié par les élus en vue de renforcer la cohérence et l’efficacité de leurs politiques autour d’orientations stratégiques :

* Il établit les grandes options qui présideront à l’aménagement ainsi qu’au développement de ce territoire pour les 20 ans à venir ;
* Il détermine des objectifs et des prescriptions dans l’ensemble des domaines impactant, au quotidien, l’organisation et le fonctionnement du territoire : l’habitat, les déplacements, l’environnement, l’économie, les commerces, …

Le SCoT, régi par le Code de l’urbanisme (articles L 122-1), est composé de trois pièces complémentaires : le Rapport de présentation, le Projet d’Aménagement et de Développement Durable (PADD) et le Document d’Orientation et d’Objectifs (DOO).

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Cubzaguais a été approuvé par délibération en date du 12 janvier 2011. De nombreux liens peuvent être établis entre les thématiques du PCAET et du SCOT autour des objectifs suivants :

* **La maitrise de la consommation de l’espace : l’organisation de l’espace**

*La restructuration des espaces urbanisés, l’équilibre entre espaces urbains et naturels agricoles ou forestiers*

* **La protection et la mise en valeur de l’environnement : l’intégration des espaces bâtis et des sites naturels**

*La protection des espaces et sites naturels, la protection des paysages et la mise en valeur les entrées de villes*

* **L’équilibre social de l’habitat et la construction de logements sociaux**

*La réponse aux besoins des habitants et l’adaptation aux évolutions démographiques, la diversification de l’offre résidentielle, la réponse aux besoins des populations spécifiques*

* **Les transports et les déplacements**

*L’optimisation des ressources du réseau ferré et des transports en commun, le développement des modes de déplacements doux*

* **Les implantations commerciales**

*Le Parc d’Aquitaine, la zone logistique Peujard/Gauriaguet, les conditions du développement économique, la diversification de l’offre touristique*

Suite à l’analyse des résultats de l’application du schéma, notamment en matière d’environnement, de transports et de déplacements, de maitrise de la consommation de l’espace et d’implantations commerciales, l’intercommunalité a délibéré sur la révision du SCOT, actuellement en cours d’élaboration.

# Description de la méthode d’évaluation

## L’analyse de l’état initial de l’environnement

L’étude environnementale est fortement corrélée à la vulnérabilité du territoire au changement climatique. En effet, le changement climatique est aujourd’hui la cause la plus prégnante de l’impact sur l’environnement et des évolutions que ce dernier risque de subir si les politiques locales ne s’emparent pas de la problématique, c’est à dire si le plan climat air énergie territorial n’est pas mis en place.

De nombreuses thématiques ont été présentées dans le rapport de diagnostic Air Energie climat, notamment dans le volet « Vulnérabilité du territoire aux changements climatiques ». L’analyse de la vulnérabilité d’un territoire aux effets du changement climatique est donc la première étape pour la définition plus globale des **enjeux environnementaux locaux**. Puis, les composantes du territoire ont été présentées dans le rapport « Etat Initial de l’Environnement » pour chacune des thématiques environnementales déclinées de la façon suivante :

|  |  |
| --- | --- |
| **Climat** | Climat et son évolution |
| **Milieu physique** | Géologie, relief et hydrographie |
| Ressource en eau |
| Occupation des sols |
| **Milieu naturel** | Espaces naturels et paysages |
| Zones de protection environnementale |
| **Risques sur le territoire** | Risques naturels et prévention |
| Risques technologiques |
| **Pollutions et nuisances** | Gestion des déchets |
| Pollution atmosphérique |
| Autres pollutions et nuisances |

Le contexte territorial de chaque thématique est décrit, ainsi que les pressions subies et/ou les tendances d’évolution. L’analyse des perspectives d’évolution en l’absence de la mise en œuvre du PCAET permet d’identifier les enjeux environnementaux à prendre en compte.

Un tableau de synthèse, repris en partie 5 « Résumé de l’état initial de l’environnement » de ce présent rapport permet de hiérarchiser les enjeux environnementaux du territoire, en fonction du code couleur suivant :

|  |
| --- |
| **Enjeu faible** car peu sensible et/ ou sur lequel le PCAET n'a pas / très peu d'incidence |
| **Enjeu important** sur lequel le PCAET peut avoir des incidences importantes |
| **Enjeu majeur** d'une grande sensibilité sur lequel le PCAET peut avoir des incidences fortes |

## L’analyse des incidences sur l’environnement

L’identification et l’évaluation des **impacts du plan d’actions PCAET sur l’environnement** s’appuient sur une approche de type matriciel, qui consiste à réaliser un tableau croisant le projet de PCAET avec les composantes environnementales, et à identifier systématiquement les impacts potentiels correspondants. A chaque intersection entre la mesure et une composante, un impact (de très positif à très négatif) peut donc être déterminé :

|  |
| --- |
| L’impact est positif direct sur la thématique environnementale |
| L’impact est positif indirect sur la thématique environnementale |
| Pas d'impact significatif sur la thématique environnementale |
| L’impact est négatif indirect sur la thématique environnementale |
| L’impact est négatif direct sur la thématique environnementale |

Dans le même temps, une description et une analyse synthétique des impacts ont été réalisées. Il s’agit d’une description des différents impacts susceptibles d’être entraînés par la mise en œuvre de la mesure pour chacune des composantes environnementales. Les principaux paramètres pris en compte pour la caractérisation et l’évaluation des impacts sont :

* La description de l’impact ;
* Le type d’impact (direct, indirect) ;
* Les éventuels impacts indirects associés ;
* L’étendue ou sa localisation ;
* La portée temporelle (permanente, temporaire, intermittent, continu) ;
* La réversibilité (ou l’irréversibilité) ;

## Les mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs

Cette étape de l’évaluation concerne uniquement les **incidences négatives** identifiées lors de la phase précédente. Elle vise à proposer, en fonction de l’importance des impacts identifiés précédemment :

* Des **alternatives** si cela s’avère nécessaire et pertinent ;
* Des **mesures correctrices** pour supprimer, réduire ou compenser les incidences négatives les plus importantes sur l’environnement ;
* Des **mesures d’accompagnement** des projets d’aménagement

Les impacts de la mesure de révision simplifiée ont alors été à nouveau évalués, en prenant en compte les mesures correctrices envisagées.

# Résumé de l’état initial de l’environnement

L'état initial de l'environnement (EIE) détaille les principales caractéristiques et dynamiques du territoire au regard de chaque thématique environnementale, ainsi que les pressions identifiées et leurs évolutions probables en l’absence de la mise en œuvre du Plan Climat air Energie Territorial (PCAET).

Sur la base de ces éléments, les enjeux identifiés ont été hiérarchisés selon de leur importance dans le cadre de la mise en œuvre d’un PCAET :

|  |
| --- |
| **Enjeu faible** car peu sensible et/ ou sur lequel le PCAET n'a pas / très peu d'incidence |
| **Enjeu important** sur lequel le PCAET peut avoir des incidences importantes |
| **Enjeu majeur** d'une grande sensibilité sur lequel le PCAET peut avoir des incidences fortes |

Cette synthèse nous permet de traiter plus spécifiquement des incidences probables sur les **enjeux prioritaires** :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Enjeux environnementaux PCAET du Grand Cubzaguais** | | |
| **Climat** | Climat et son évolution | Réduction des émissions de gaz à effet de serre |
| Anticipation des évolutions climatiques (températures, précipitations) et de leurs impacts sur le territoire |
| **Milieu physique** | Géologie, relief et hydrographie | Anticipation de la modification de débits de la Dordogne et de ses affluents en période estivale |
| Ressource en eau | Amélioration de la qualité des eaux de surface |
| Anticipation de la réduction de la ressource en eau potable disponible, notamment en période estivale |
| Prévention des conflits d'usage entre eau potable et irrigations, et des pressions sur la ressource en eau |
| Protection des milieux aquatiques et des zones humides (Dordogne et ses affluents, marais, …) |
| Prévention de la pollution des sols par les pratiques agricoles et d'entretien des espaces verts |
| Occupation des sols | Préservation des espaces agricoles/viticoles et naturels, puits de carbone importants |
| Développement d'une agriculture et d'une viticulture durable |
| Prévention de l'étalement urbain et de l'artificialisation des sols, sous la pression foncière de la métropole bordelaise |
| **Milieu naturel** | Espaces naturels et paysages | Maintien de la diversité des paysages, entre vallées, plaines, boisements et zones humides |
| Préservation de la biodiversité locale, notamment au regard de l'urbanisation résidentielle et économique |
| Anticipation de la fragmentation des continuités écologiques |
| Zones de protection environnementale | Amélioration des connaissances de l'impact climatique sur la faune et la flore du territoire |
| **Risques sur le territoire** | Risques naturels et prévention | Anticipation des risques de mouvements de terrain (retrait-gonflement des argiles) dans les projets d'aménagement |
| Prise en compte du risque inondation dans les projets d'aménagements |
| Risques technologiques | Intégration des risques de transports de matières dangereuses dans l'identification des sites d'aménagement |
| **Pollutions et nuisances** | Gestion des déchets | Réduction du volume et amélioration du tri des déchets collectés |
| Développement des filières de valorisation et de l'économie circulaire |
| Pollution atmosphérique | Amélioration des conditions sanitaires, notamment sur les communes sensibles à la qualité de l'air |
| Autres pollutions et nuisances | Anticipation sur le choix des emplacements et des matériaux utilisés des aménagements liés aux transports et aux ENR |
| Réduction des nuisances sonores liées aux déplacements |
| Réduction de la pollution lumineuse |

# Analyses des incidences sur l’environnement

## Vue d’ensemble des incidences environnementales probables du PCAET

Les objectifs généraux qui encadrent l’élaboration d’un Plan Climat Air Energie Territorial doivent aller par principe dans le sens de l’environnement. En effet, la maitrise de l’énergie, la préservation de la qualité de l’air et la lutte contre les nuisances atmosphériques sont destinées à préserver globalement l’environnement et le cadre de vie des populations.

Pourtant, **certaines actions pourraient avoir des incidences négatives directes ou indirectes sur l’environnement** :

* Tout **projet d’aménagement** qui impliquerait une modification du paysage, des infrastructures (voirie, ...) et des éventuelles pollutions liées aux travaux et/ou à l’exploitation.
* En premier lieu, on pense au déploiement d’installations pour la **production d’énergies renouvelables.** D’un point de vue indirect, la notion de déchets générés par exemple concernant la recyclabilité des panneaux photovoltaïques est à anticiper.
* Les aménagements en lien avec les évolutions de pratiques de **transports** peuvent également avoir des incidences et sont donc également à questionner.
* La structuration de filières et surtout **l’exploitation de ressources locales**, et en premier lieu le développement du bois énergie, peuvent avoir des conséquences sur la qualité de l’air.
* Les effets rebond notamment sur des actions d’exploitation et de création d’activités locales sont également à anticiper : augmentation du transport de marchandises, des déplacements de personnes, …
* Enfin, les actions en lien avec l’augmentation du stockage carbone, notamment, ne doivent pas faire entrer en concurrence surfaces boisées et préservation des ressources agricoles.

L’évaluation environnementale stratégique a pour vocation de questionner les effets globaux du PCAET et de déceler les conflits potentiels qu’il présente. Elle ne se substitue cependant pas à l’obligation de réalisation d’études d’impacts environnementales qui viendront spécifier les incidences spécifiques aux actions du PCAET.

Ainsi, il s’agit dès lors d’analyser les incidences potentielles de chacune des orientations stratégiques et opérationnelles au regard des thématiques environnementales étudiées, et plus précisément sur les enjeux jugés prioritaires.

## Analyse des incidences sur le climat

**☺ Les incidences positives potentielles**

Globalement, les actions inscrites dans le cadre du PCAET ont pour objectif de **réduire les émissions de GES** et donc de lutter contre l’évolution du climat. Les objectifs vont dans le sens des préconisations de la COP 21 notamment pour une limitation de 2°C de la hausse de température.

Cela passe principalement par **la limitation voire la substitution de l’usage des énergies fossiles** dans l’ensemble des secteurs du territoire (par ex. actions n°12 sur la rénovation énergétique de l’habitat, actions n°1 à 6 sur la mobilité, actions n°10 et 11 sur le développement des énergies renouvelables), mais aussi par **les** **réductions des émissions non énergétiques** (actions n°25 et 30 sur les pratiques agricoles et viticoles durables) et **l’amélioration du stockage de carbone** (par ex. actions n°23 et 24 sur la prise en compte des enjeux climatiques en matière d’aménagement et d’urbanisme).

Le PCAET comporte par ailleurs un certain nombre **d’actions d’information et de sensibilisation** aux enjeux du changement climatique, ayant un impact positif indirect.

Enfin, des actions d’adaptation du territoire au changement climatique sont intégrées au programme notamment via des réflexions portant sur l’adaptation des activités économiques et agricoles (actions n°28 à 30).

## Analyse des incidences sur le milieu physique

**☺ Les incidences positives potentielles**

En termes d’**occupation des sols**, les orientations du PCAET soulignent notamment :

* La préservation des espaces naturels ;
* La réduction de l’usage des ressources au travers une consommation responsable : lutte contre le gaspillage alimentaire, réemploi, amélioration du tri et de la valorisation des déchets, …

**Aucun aménagement de grande envergure** n’est associé au PCAET à ce jour, ce qui limite d’autant les potentielles incidences sur le milieu.

Par ailleurs, les orientations du PCAET devraient globalement avoir des incidences positives directes sur la **ressource en eau**, que ce soit d’un point de vue qualitatif et quantitatif.

De nombreux leviers (par ex. les actions n°25 et 30 sur les pratiques viticoles et agricoles durables, n°15 et 16 sur l’utilisation et le traitement de l’eau, n°18 à 20 sur la résilience des écosystèmes) sont mis en avant et vont dans le sens d’une **protection de la ressource eau contre les pollutions** et d’une **préservation de la ressource pour satisfaire les besoins** en eau potable.

**😐 Les points de vigilances**

Si les besoins liés à l’augmentation de la population notamment en termes de logements, de déplacements et de services sont incontournables et indispensables pour le territoire, la **consommation de l’espace** devra cependant être surveillée notamment pour l’aménagement d’aires de covoiturage, de pistes cyclables et piétonnes (actions n° 2 et 4).

Il en va de même pour les projets d’énergies renouvelables (actions n°10 et 11, sur le développement local des ENR), même si à ce jour aucun projet n’est identifié.

Plusieurs impacts sont à anticiper et à prévenir :

* **L’imperméabilisation des sols** liés à l’usage du béton notamment (parking et bâtiments) ;
* **Les conflits d’usage** avec les terres agricoles et/ou avec les habitats naturels d’espèces endémiques.

Concernant la **ressource en eau**, un travail important sera à mener pour **mettre en cohérence les usages de l’eau** (notamment les actions n°15 et 25). Des zones agricoles peuvent être impactées par le manque d’eau, mais l’extension des réseaux d’irrigation ne doit pas se faire au détriment de la quantité disponible. Cela passera forcement par une redistribution de la ressource et surtout par une lutte contre le gaspillage. Les plans de gestion concertée de la ressource en eau (PGRE), portés par le SGBV du Moron, permettent de travailler sur ces problématiques complexes. Leur élaboration et leur mise en œuvre devront répondre à ces enjeux pour le territoire tant d’un point de vue économique que social.

## Analyse des incidences sur le milieu naturel

**☺ Les incidences positives potentielles**

Les orientations du PCAET devraient globalement avoir des incidences positives sur les **milieux naturels et la biodiversité** (actions n°17 à 20).

Toutes les incidences positives sur l’amélioration qualitative de la ressource en eau auront un impact direct sur la protection de la biodiversité aquatique et des milieux humides.

La réduction de l’usage des ressources au travers la consommation responsable permettra également de limiter la pression sur les espaces et les espèces naturelles : lutte contre le gaspillage alimentaire, réemploi, amélioration du tri et de la valorisation des déchets, …

**😐 Les points de vigilances**

Un certain nombre d’aménagement sont cependant à prévoir dans la mise en œuvre de la démarche. Ils devront veiller spécifiquement à éviter de créer des **discontinuités dans les milieux existants** (par ex. les actions n°4 à 6 sur la mobilité douce, n°2 sur le covoiturage, n°10 et 11 sur le développement local des ENR).

Le développement de linéaires cyclables, comme l’aménagement d’aires de covoiturage est à réfléchir autant que faire se peut sur des voiries existantes, et lorsque cela n’est pas envisageable en limitant **l’imperméabilisation des sols** et la **destruction des milieux traversés**.

Concernant le développement et le déploiement d’infrastructures de productions locales et renouvelables d’énergie, le territoire en est au stade d’identification des potentiels. Le PCAET ne spécifie pas aujourd’hui de projets précis ni l’emplacement des infrastructures. Ce point de vigilance très global porte sur la prise en compte des incidences environnementales lors de l’implantation de ces équipements.

## Analyse des incidences sur les risques naturels et technologiques

**☺ Les incidences positives potentielles**

Le plan d’actions traduit une volonté de porter une réflexion intercommunautaire sur le **risque inondation** et **le risque sanitaire**. L’augmentation des inondations, tout comme les effets sur la santé, conséquences identifiées du changement climatique sur le territoire, sont clairement évoqués (actions n°21 et 22 sur la protection de la population des évènements climatiques).

De même, la réflexion liée à l’adaptation des activités économiques aux phénomènes de changement climatiques est précisément énoncée (par ex. avec l’action n°30 sur l’émergence de nouveaux modèles viticoles et agricoles durables).

**😐 Les points de vigilances**

La mise en service de nouvelles unités de production d'ENR (centrale photovoltaïque par exemple) présentent un aléa « risques technologiques » très limité car ces procédés sont aujourd'hui maîtrisés. De plus, en fonction de la taille et de la puissance des installations, elles devront faire l’objet d’études d’impacts et de déclarations spécifiques.

## Analyse des incidences sur les pollutions et les nuisances

**☺ Les incidences positives potentielles**

Sur le volet « **Déchets** », plusieurs leviers sont mobilisés visant à la réduction du volume de déchets, l’amélioration du tri des déchets et leur valorisation :

* La sensibilisation du grand public et des scolaires autour d’évènementiels,
* L’apport de services complémentaires (bac biodéchets, guide du tri, points d'apport volontaire innovants, …),
* Le développement du compostage individuel et collectif, avec des guide-composteurs comme relais locaux d’information,
* Le développement du broyage de proximité des déchets verts,
* La tarification incitative, appliquant le principe du pollueur-payeur aux usagers.
* Le développement de la démarche comportementale, visant à prendre en compte l’ensemble des leviers du changement (de l’échelle individuelle au collectif, du rationnel à l’émotionnel…).

La question de la **qualité de l’air** et de la **réduction de la pollution atmosphérique** est abordée de manière transversale, en lien notamment avec les orientations portant sur les **déplacements** (Axe 1 : Favoriser une mobilité sobre en carbone) et les **énergies renouvelables** (Axe 2 : Sobriété et transition énergétique). De même, l'ensemble des actions visant à **réduire l’usage des énergies fossiles** où à trouver des alternatives participent aussi à cette amélioration de la qualité de l'air, et donc du cadre de vie des habitants.

Dans une moindre mesure, les actions proposées notamment sur le volet mobilité auront un impact indirect positif sur la réduction des nuisances sonores et visuelles via la réduction de l’encombrement de la voirie.

Enfin, les actions n°10 et 11 relatives au développement local des énergies renouvelables favorisera l’acceptabilité des projets ENR, notamment sur les aspects pollutions visuelles et sonores.

**😐 Les points de vigilances**

Un point de vigilance particulier est à noter concernant la rénovation énergétique des bâtiments d’habitation et tertiaires publics/privés, et plus spécifiquement lors de l’installation d’équipements de chauffage bios-énergie, individuel ou collectif. Dans ce cas, il est nécessaire d’être vigilant quant à la qualité des équipements et des combustibles, pour garantir une amélioration de la qualité de l’air.

Le déploiement de l’électromobilité (action n°3) est une solution intéressante pour réduire l’usage des énergies fossiles tout en assurant les besoins de mobilité individuelle. Il est néanmoins nécessaire pour la collectivité de se questionner sur l’impact environnemental des batteries, tant en termes de consommation de métaux rares dans leur fabrication que de recyclabilité.

De même, si la filière de recyclage des panneaux photovoltaïques (action n°11) s’est bien développée ces dernières années, elle reste encore très jeune et manque de standardisation ou du moins de retours d’expériences. La prise en charge des équipements en fin de vie sera donc à anticiper dès le montage de projet, avec une analyse des projets en cycle de vie par exemple.

D’autres part, le déploiement d’outils numériques (par ex. action n°7 et 8 sur les espaces de travail partagés et le télétravail) posent des questions, à très grande échelle, sur les consommations des ressources pour la fabrication des équipements mais aussi sur les consommations générées pour assurer le flux d’information et le stockage des données.

## Zoom sur les sites naturels protégés du territoire

**☺ Les incidences positives potentielles**

Les orientations et les actions inscrites dans le PCAET ne présentent pas à ce jour d’aménagements avec une localisation précise, donc qui pourraient être implantés dans ou à proximité immédiate d’un site naturel protégé du territoire, notamment les sites Natura 2000. Rappelons que tout projet situé dans ou aux abords de ces sites est susceptible d’affecter notablement l’intérêt communautaire. Il s’avère ainsi indispensable de vérifier la localisation envisagée d’un projet et son périmètre d’impacts afin de s’assurer de la faisabilité de son implantation.

## Cartographie des incidences environnementales du PCAET

Le tableau suivant récapitule les impacts environnementaux potentiels suivant les orientations stratégiques.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Incidences environnementales PCAET du Grand Cubzaguais** | | | | | | | | | | | | |
| **Axes stratégiques et orientations opérationnelles** | **Actions** | | **Climat** | **Milieu physique** | | **Milieu naturel** | | **Risques sur le territoire** | | **Pollutions et nuisances** | | |
| Climat et son évolution | Ressource en eau | Occupation des sols | Espaces naturels et paysages | Zones de protection environnementale | Risques naturels et sanitaires | Risques technologiques | Déchets | Qualité de l'air | Autres |
| **AXE 1 : Favoriser une mobilité sobre en carbone** | | | | | | | | | | | | |
| **Réduire la mobilité carbonée** | 1 | Améliorer le service ferroviaire et développer l'offre de transports en commun en lien avec l'usage du train | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique | Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier) |
| 2 | Développer le covoiturage | Réduction des émissions de GES |  | Aménagements impliquant consommation d'espace et artificialisation des sols | Point de vigilance sur les ruptures de continuités écologiques |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique | Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier) |
| 3 | Faciliter la conversion à l'électrique | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  | Réflexion à conduire sur la recyclabilité des batteries | Diminution de la pollution atmosphérique |  |
| **Encourager les mobilités actives** | 4 | Elaborer un schéma directeur des mobilités actives à l'échelle du Grand Cubzaguais | Réduction des émissions de GES |  | Aménagements impliquant consommation d'espace et artificialisation des sols Point de vigilance sur le partage harmonieux de la voirie entre utilisateurs | Point de vigilance sur les possibles ruptures de continuités écologiques |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique | Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier) |
| 5 | Encourager l'utilisation du vélo | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique |  |
| 6 | Redonner "voies" aux piétons en milieu urbain | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique | Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier) |
| **Agir sur les déplacements pendulaires** | 7 | Favoriser le coworking | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique | Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier) |
| 8 | Encourager le télétravail | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique | Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier) |
| 9 | Encourager la relocalisation de l'emploi | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique | Diminution de la pollution sonore et visuelle (encombrement du réseau routier) |
| **AXE 2 : Sobriété et transition énergétique** | | | | | | | | | | | | |
| **Développer les énergies renouvelables et de récupération** | 10 | Mettre en place un accompagnement intercommunal des projets de production d'EnR et de valorisation de l'énergie fatale | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique | Favorise l'acceptabilité des projets ENR (méthanisation, éolien, etc) |
| 11 | Favoriser la diversification du mix énergétique | Réduction des émissions de GES |  | Aménagements impliquant consommation d'espace et artificialisation des sols | Localisation et périmètre immédiat des projets modifiant le paysage |  |  |  | Recyclabilité des matériaux utilisés | Diminution de la pollution atmosphérique | Favorise l'acceptabilité des projets ENR (méthanisation, éolien, etc) |
| **Améliorer les performances énergétiques et environnementales de l'habitat** | 12 | Soutenir et renforcer les dispositifs existants d'aide à la rénovation de l'habitat | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  | Point de vigilance sur la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles |  |  |
| 13 | Soutenir la lutte contre l'habitat indigne | Sensibilisation aux enjeux climatiques |  |  |  |  |  |  |  | Amélioration de la qualité de l'air intérieur |  |
| 14 | Encourager la réduction des consommations énergétiques des ménages et leurs impacts sur l'environnement | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  |  | Sensibilisation sur la qualité de l'air |  |
| **AXE 3 : Aménager un territoire résilient face aux changements climatiques** | | | | | | | | | | | | |
| **Préserver la quantité et la qualité de la ressource en eau** | 15 | Réduire les consommations en eau potable | Sensibilisation aux enjeux climatiques | Amélioration de la gestion de la ressource en eau (quantité et qualité) |  | Protection des milieux naturels | |  |  |  |  |  |
| 16 | Améliorer le traitement des eaux usées de STEP | Sensibilisation aux enjeux climatiques | Amélioration de la gestion de la ressource en eau (quantité et qualité) |  | Protection des milieux naturels | |  |  |  |  |  |
| 17 | Améliorer la gestion des cours d'eau | Sensibilisation aux enjeux climatiques | Amélioration de la gestion de la ressource en eau (quantité et qualité) |  | Protection des milieux naturels | |  |  |  |  |  |
| **Renforcer la résilience des écosystèmes** | 18 | Approfondir la connaissance de la biodiversité et des zones humides locales | Sensibilisation aux enjeux climatiques |  |  | Préservation de la biodiversité et des espaces naturels | |  |  |  |  |  |
| 19 | Sensibiliser les habitants à la préservation du patrimoine naturel | Sensibilisation aux enjeux climatiques | Sensibilisation sur la ressource en eau |  | Préservation de la biodiversité locale et des espaces naturels | | Sensibilisation aux risques naturels et sanitaires |  |  | Sensibilisation sur la qualité de l'air |  |
| 20 | Protéger et restaurer les écosystèmes sensibles aquatiques et terrestres | Sensibilisation aux enjeux climatiques |  |  | Restauration des continuités écologiques | Préservation des milieux naturels sensibles |  |  |  |  |  |
| **Protéger la population des effets du changement climatique** | 21 | Lutter contre les risques sanitaires | Sensibilisation aux enjeux climatiques |  |  | Protection contre les espèces animales invasives |  | Sensibilisation aux risques sanitaires |  |  | Sensibilisation sur la qualité de l'air |  |
| 22 | Améliorer la prévention du risque inondation | Sensibilisation aux enjeux climatiques |  |  |  |  | Sensibilisation aux risques naturels |  |  |  |  |
| **Améliorer la prise en compte des enjeux climatiques dans les documents et les projets d'aménagement** | 23 | Réviser et enrichir le schéma de cohérence territoriale (SCoT) | Réduction des émissions de GES | Préservation de la ressource en eau | Limitation de l'artificialisation des sols | Préservation des milieux naturels | | Anticipation et adaptation aux risques naturels |  |  | Amélioration de la qualité de l'air |  |
| 24 | Eveiller la vigilance des autorités compétentes en matière d'urbanisme | Sensibilisation aux enjeux climatiques | Sensibilisation sur la ressource en eau | Sensibilisation sur la consommation d'espace et l'artificialisation des sols | Préservation de la biodiversité locale et des espaces naturels |  | Sensibilisation aux risques naturels et sanitaires |  |  | Sensibilisation sur la qualité de l'air |  |
| **AXE 4 : Développer un territoire durable** | | | | | | | | | | | | |
| **Accroître l'autonomie alimentaire du territoire et les pratiques agricoles durables** | 25 | Accompagner le développement du maraîchage | Réduction des émissions de GES | Préservation de la ressource en eau |  | Sensibilisation sur la protection des espaces naturels |  |  |  |  | Amélioration de la qualité de l'air |  |
| 26 | Encourager la distribution en circuits courts | Réduction des émissions de GES |  |  | Sensibilisation sur la protection des espaces naturels |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique |  |
| 27 | Proposer une restauration collective responsable et de qualité | Sensibilisation aux enjeux climatiques |  |  |  |  |  |  | Réduction du gaspillage alimentaire |  |  |
| **Encourager le développement d'une économie locale bas carbone** | 28 | Promouvoir l'économie circulaire | Sensibilisation aux enjeux climatiques |  |  |  |  |  |  | Amélioration de la gestion et la valorisation des déchets |  |  |
| 29 | Informer et mobiliser les acteurs économiques du Grand Cubzaguais | Sensibilisation aux enjeux climatiques | Sensibilisation sur la ressource en eau |  | Sensibilisation sur la protection des espaces naturels |  |  |  | Sensibilisation sur la gestion et la valorisation des déchets | Sensibilisation sur la qualité de l'air |  |
| 30 | Soutenir l'émergence de nouveaux modèles viticoles et agricoles durables | Réduction des émissions de GES Maintien du potentiel de séquestration carbone | Sensibilisation sur la ressource en eau |  | Sensibilisation sur la protection des espaces naturels |  |  |  |  | Amélioration de la qualité de l'air |  |
| **Promouvoir une offre touristique durable** | 31 | Renforcer l'offre touristique de proximité | Sensibilisation aux enjeux climatiques |  |  |  |  |  |  |  | Sensibilisation sur la qualité de l'air |  |
| 32 | Encourager le tourisme "actif" | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique |  |
| 33 | Faciliter l'implantation de nouvelles formes d'hébergement nature | Sensibilisation aux enjeux climatiques | Sensibilisation sur la ressource en eau |  |  |  |  |  | Sensibilisation sur la gestion et la valorisation des déchets | Sensibilisation sur la qualité de l'air |  |
| 34 | Accompagner la rénovation énergétique des hébergements touristiques existants | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  |  | Diminution de la pollution atmosphérique |  |
| **Réduire et valoriser les déchets collectés** | 35 | Soutenir la politique "zéro déchets" du SMICVAL | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  | Amélioration de la réduction et de la valorisation des déchets |  |  |
| **AXE 5 : Grand Cubzaguais, territoire engagé** | | | | | | | | | | | | |
| **Mobiliser autour du Plan Climat** | 36 | Mettre en place l'animation territoriale et la participation citoyenne autour du PCAET | Réduction des émissions de GES | Préservation de la ressource en eau | Sensibilisation sur la consommation d'espace et l'artificialisation des sols | Sensibilisation sur la protection des espaces naturels | Sensibilisation sur la préservation de la biodiversité | Sensibilisation aux risques naturels et sanitaires |  | Amélioration de la gestion et la valorisation des déchets | Amélioration de la qualité de l'air |  |
| 37 | Mettre en place une stratégie de communication autour du PCAET | Sensibilisation aux enjeux climatiques | Sensibilisation sur la ressource en eau | Sensibilisation sur la consommation d'espace et l'artificialisation des sols | Sensibilisation sur la protection des espaces naturels | Sensibilisation sur la préservation de la biodiversité | Sensibilisation aux risques naturels et sanitaires |  | Sensibilisation sur la gestion et la valorisation des déchets | Sensibilisation sur la qualité de l'air |  |
| 38 | Valoriser la démarche | Réduction des émissions de GES | Sensibilisation sur la ressource en eau | Sensibilisation sur la consommation d'espace et l'artificialisation des sols | Sensibilisation sur la protection des espaces naturels | Sensibilisation sur la préservation de la biodiversité | Sensibilisation aux risques naturels et sanitaires |  | Amélioration de la gestion et la valorisation des déchets | Amélioration de la qualité de l'air |  |
| **Renforcer l'exemplarité des collectivités** | 39 | Réduire les consommations énergétiques des bâtiments publics | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  | Point de vigilance sur la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles | Amélioration de la qualité de l'air |  |
| 40 | Créer un bâtiment signal : projet MFS exemplaire | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  | Point de vigilance sur la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles | Amélioration de la qualité de l'air |  |
| 41 | Améliorer l'efficacité de l'éclairage public | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  | Point de vigilance sur la qualité des matériaux et des équipements | Amélioration de la qualité de l'air |  |
| 42 | Réduire l'impact carbone des déplacements des agents | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  | Réflexion à conduire sur la recyclabilité des batteries | Amélioration de la qualité de l'air |  |
| 43 | Réduire, trier, valoriser les déchets | Réduction des émissions de GES |  |  |  |  |  |  | Amélioration de la gestion et la valorisation des déchets |  |  |
| 44 | Conforter la démarche d'achats publics responsables | Sensibilisation aux enjeux climatiques |  |  |  |  |  |  | Sensibilisation sur la gestion des déchets | Sensibilisation sur la qualité de l'air |  |
| 45 | Améliorer la qualité de l'air et de l'environnement dans les structures jeunesse | Sensibilisation aux enjeux climatiques |  |  |  |  |  |  | Sensibilisation sur la gestion des déchets | Amélioration de la qualité de l'air |  |
| 46 | Garantir un entretien des espaces plantés respectueux de l'environnement | Sensibilisation aux enjeux climatiques | Préservation de la ressource en eau |  | Préservation des milieux naturels et protection de la biodiversité | |  |  |  | Sensibilisation sur la qualité de l'air |  |

|  |
| --- |
| L’impact est positif direct sur la thématique environnementale |
| L’impact est positif indirect sur la thématique environnementale |
| Pas d'impact significatif sur la thématique environnementale |
| L’impact est négatif indirect sur la thématique environnementale |
| L’impact est négatif direct sur la thématique environnementale |

# Mesures correctives préconisées

Comme décrit précédemment, les orientations stratégiques et opérationnelles du PCAET ne présentent **pas à ce jour** d’incidences négatives notables, mais davantage des points de vigilance dans la mise en œuvre des actions.

Quelques incidences négatives indirectes ont cependant été soulignées. Afin de les anticiper, des mesures complémentaires sont ici préconisées. Leur prise en compte sera questionnée lors de la mise en œuvre effective des actions du PCAET.

Ces mesures complémentaires entrent dans une démarche ERC (évitement, réduction, compensation). En effet, la prise en compte de l’environnement doit être intégrée au plus tôt dans la mise en œuvre d’un plan d’actions, que ce soit dans le choix du projet, de sa localisation ou de la réflexion autour de son opportunité. A cette étape de l’élaboration du PCAET, les actions ayant un impact négatif indirect sur l’environnement n’ont pas encore été localisées sur le territoire. Suivant la zone d’implantation (zone artificialisée, zone agricole ou naturel, friches…) d’un projet, d’ENR ou d’aire de covoiturage par exemple, les impacts sur l’environnement seront différents. Il s’agit donc ici d’identifier les points de vigilances à avoir lors de la mise en place de ces actions. Une fois l’action localisée il faudra envisager une démarche ERC plus poussée, sera envisagée, afin de réduire au maximum les impacts négatifs sur l’environnement.

Enfin, certaines recommandations formulées ont pour objectif de renforcer les incidences positives du PCAET (biodiversité, ...).

|  |
| --- |
| **Mesures préventives / correctives des incidences PCAET du Grand Cubzaguais** |
| **AXE 1 : Favoriser une mobilité sobre en carbone** |
| Engager une réflexion sur l'utilisation des sols lors des projets d'aménagement |
| Intégrer les considérations environnementales en lien avec l'imperméabilisation des sols et les continuités écologiques |
| Limiter l'imperméabilisation des infrastructures : revêtements poreux, chaussée végétale, etc |
| Favoriser une utilisation harmonieuse et des aménagements par les utilisateurs (piétons/cyclistes par ex.) |
| Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie des véhicules électriques |
| **AXE 2 : Sobriété et transition énergétique** |
| Favoriser l'implantation des projets sur des sites déjà utilisés (parking, friches, etc) pour éviter les conflits d'usage et préserver les espaces naturels |
| Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie des projets ENR |
| Associer les acteurs locaux pour assurer la mise en œuvre des projets ENR (citoyens et méthanisation, ABF et solaire en toiture, etc) |
| Prendre en considération la globalité du bâtiment pour un projet de rénovation |
| Veiller à la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles |
| **AXE 3 : Aménager un territoire résilient face aux changements climatiques** |
|  |
| **AXE 4 : Développer un territoire durable** |
|  |
| **AXE 5 : Grand Cubzaguais, territoire engagé** |
| Veiller à la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles pour les projets de rénovation des équipements publics (bâtiments et éclairage public) |
| Prendre en considération la globalité du bâtiment pour un projet de rénovation de bâtiment |
| Veiller à la qualité des matériaux, des équipements et des combustibles pour les projets de rénovation des équipements publics (bâtiments et éclairage public) |
| Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie de la commande publique |
| Engager une réflexion sur l'analyse de cycle de vie des véhicules électriques |

# Système de suivi et d’évaluation des impacts sur l’environnement

Afin de pouvoir vérifier la bonne mise en œuvre du PCAET, et l’impact engendré par les actions préconisées, un dispositif de suivi doit être mis en place. Ce chapitre propose un dispositif de suivi environnemental du PCAET. Ce système d’indicateurs de suivi s’insère dans le suivi global du plan.

Conformément à l’article R122-20 du Code de l’Environnement, le dispositif de suivi environnemental devra plus précisément permettre de :

* Vérifier si les effets de la mise en œuvre du PCAET sur l’environnement sont conformes aux prévisions du rapport environnemental,
* Contrôler la bonne mise en œuvre des mesures d’évitement-réduction des incidences proposées et leur efficacité,
* Identifier d’éventuels effets négatifs imprévus pour déclencher, le cas échéant, les actions correctives nécessaires.

Le dispositif de suivi doit également permettre une amélioration en continu des connaissances environnementales sur le territoire, afin de garantir une bonne connaissance des enjeux dans l’éventualité d’une évolution future du PCAET.

Plus précisément, il s’agira de proposer des indicateurs de suivi du PCAET qui soient capables de refléter l’évolution des thématiques environnementales potentiellement impactées, des pressions s’exerçant sur ces thématiques et des réponses apportées à ces pressions.

Les indicateurs sélectionnés sont synthétiques. Ils doivent être réalistes, simples à appréhender par les décideurs, facilement mobilisables (données de base faciles à collecter et à traiter) et évolutifs (données de base collectées régulièrement). Les indicateurs proposés sont listés dans le tableau ci-dessous.

Pour chaque indicateur sont précisés :

- La thématique environnementale concernée

- Ce que mesure l’indicateur : Pression / état / réponse apportée (mise en œuvre des mesures ERC ou des mesures prévues dans le cadre du PCAET)

- Le rappel des principaux impacts sur la thématique ou une précision sur ce que mesure l’indicateur

- L’intitulé de l’indicateur

- L’interprétation de l’indicateur

- La source de la donnée

- La fréquence d’actualisation

- La valeur de référence : il s’agit de l’état « 0 » de l’indicateur établi à partir des données les plus récentes trouvées lors de la réalisation de l’évaluation environnementale (2019).

- Les fiches concernées : ce sont les fiches thématiques du programme d’actions auxquelles se rapportent les indicateurs.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | **Indicateurs de suivi des incidences PCAET du Grand Cubzaguais** | | | | |  |  |
| **Thématique** | | | **Indicateur** | **Définition** | **Source de la donnée** | **Fréquence d’actualisation** | **Valeur de référence 2019** | **Fiches concernées** |
| **Climat** | Climat et son évolution | | Evolution des émissions de GES par secteur | 2mission de GES par secteur en tonnes Eq C | Bilan annuel ATMO Nouvelle-Aquitaine | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Température moyenne du mois le plus chaud | Evolution de la température moyenne du mois le plus chaud en °C | Météo France/ Station de Bordeaux | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Température annuelle moyenne | Evolution de la température annuelle moyenne | Météo France / Station de Bordeaux | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Fréquence annuelle des épisodes de fortes pluies (cumul des précipitations sur 24h ≥ 20 mm | Evolution des fréquences | Météo France / Station de Bordeaux | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| **Milieu physique** | Ressource en eau | | Etat quantitatif de la ressource souterraine | Etat quantitatif de la ressource (mauvais/médiocre/bon/très bon) | Agence de l'eau Adour Garonne | Tous les 6 ans | A renseigner à partir de 2019 | 15,16,17 |
| Volume d’eau prélevé / an (Mm3) | Evolution du volume d’eau prélevé | Banque nationale des données sur l’eau (4) service de l’eau | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 15 |
| Occupation des sols et stockage du carbone  Occupation des sols et stockage du carbone | | Taux d'artificialisation du territoire | Evolution de la surface urbanisée (ha) | Corinne Land Cover | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Evolution des surfaces utiles agricoles et des surfaces de terres en friche | Evolution des surfaces agricoles en (ha) | Corinne Land Cover | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Evolution des surfaces en friches (ha) | Corinne Land Cover | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Surface de prairies sur le territoire | Evolution des la surface de prairies temporaires et permanentes - calcul SIG | Corinne Land Cover | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Surface de forêts gérées | Evolution de la surface forestière bénéficiant d’une gestion adaptée favorisant le stockage du carbone (plan de gestion …) | CRPF | 3 ans | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Surface de zones humides (tourbières notamment) | Evolution de la surface de zones humides- calcul SIG | Inventaire départemental des zones humides (1) | 3 ans | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Surface de forêts non gérées | Evolution des surfaces de forêt non gérée sans plan de gestion | CRPF | 3 ans | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Nombre de propriétaires forestiers sensibilisés | Nombre de propriétaires sensibilisés | CRPF | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| **Milieu naturel / Biodiversité** | Espaces naturels et paysages | | Evolution des surfaces de zones humides | Evolution de la surface en ha (Corine Land cover)  -Calcul SIG | Inventaire départemental des zones humides (1) | 6 ans | A renseigner à partir de 2019 | 18,20 |
| Evolution des surfaces de milieux forestiers | Evolution de la surface en ha -Calcul SIG | Corine Land cover | 6 ans | A renseigner à partir de 2019 | 20 |
| Evolution des surfaces de milieux ouverts hors culture intensives | Evolution de la surface en prairies temporaires et permanente – calcul SIG | Corine Land cover | 6 ans | A renseigner à partir de 2019 | 20 |
| Zones de protection environnementale | | Evolution de la biodiversité locale terrestre et marine |  | Observatoire national de la biodiversité / Agence française pour la biodiversité / Agence régionale de la biodiversité | 6 ans | A renseigner à partir de 2019 | 18,19 |
| Evolution des espèces menacées recensées |  | Inventaire national du patrimoine naturel / DREAL Nouvelle-Aquitaine | 6 ans | A renseigner à partir de 2019 | 18,19 |
| Evolution du nombre de sites naturels protégés |  | Inventaire national du patrimoine naturel / DREAL Nouvelle-Aquitaine | 6 ans | A renseigner à partir de 2019 | 18,19 |
| **Risques sur le territoire** | Risques naturels et prévention  Risques naturels et prévention | | Nombre d’arrêté de catastrophe naturelle sur le territoire | Evolution du nombre d’arrêté | Base de données Gaspar (6) | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Nombre de document d’urbanisme prenant en compte les enjeux climatiques de protection des biens et des personnes (risques inondation, espèces invasives…) en lien avec le ScoT | Cumul du nombre de documents d’urbanisme prenant en compte les enjeux climatiques | Service des instructions d’urbanisme de la Communauté de communes | A chaque élaboration/ révision de document d’urbanisme | A renseigner à partir de l’approbation du ScoT | 21,23, 24 |
| Nombre de document d’urbanisme prenant en compte les enjeux climatiques de préservation des milieux naturels jouant un rôle de réduction des risques (végétalisation …) en lien avec le ScoT | Cumul du nombre de documents d’urbanisme prenant en compte les enjeux climatiques | Service des instructions d’urbanisme de la Communauté de communes | A chaque élaboration/ révision de document d’urbanisme | A renseigner à partir de l’approbation du ScoT | 22,23,24 |
| Risques technologiques | | Estimation du nombre d’industries pouvant être impactées par un risque lié aux changements climatiques | Cumul du nombre d’entreprises impactées par les risques des évolutions climatiques | DREAL Nouvelle-Aquitaine | 3 ans | A renseigner à partir de 2019 | 29 |
| Nombre d’entreprises à risques ayant élaborer un plan d’adaptation aux risques du changements climatique | Cumul du nombre d’entreprises ayant adoptée un plan de prévention face aux risques climatiques | DREAL Nouvelle-Aquitaine | 3 ans | A renseigner à partir de 2019 | 29 |
| **Pollutions et nuisances** | Gestion des déchets | | Evolution du tonnage de déchets valorisés | Cumul annuel des tonnages par type de déchets | SMICVAL | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 35,43 |
| Evolution du nombre de communes ayant signée la charte « zéro plastiques » du SMICVAL | Cumul du nombre de communes ayant signée la charte sur le territoire | SMICVAL | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 35,43 |
| Nombre d’animation de sensibilisation des habitants sr la thématique déchets | Cumul du nombre d’animations déchets réalisées sur le territoire | SMICVAL | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 35,43 |
| Nombre de chantiers suivant une charte environnementale de gestion du chantier | Cumul du nombre de chantier avec charte environnementale | Service urbanisme de la CDC | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 43 |
| Nombre d’évènements suivant une charte environnementale (zéro déchets plastiques, achats en circuits courts et gestion des mobilités) | Cumul du nombre d’événements éco-gérés intra Communautés de communes | Services achats de la communauté de communes | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 35,43,44 |
| Pollution atmosphérique et santé | | Nombre d’heure par an ou la valeur limite de 200 µg/m3 est dépassée pour le dioxyde d’azote (NOx) | Evolution du nombre de jour de dépassement de la station qui sera implantée sur le territoire | ATMO Nouvelle-Aquitaine | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Moyenne annuelle pour les particules PM10 | Evolution de la moyenne annuelle | ATMO Nouvelle-Aquitaine | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Moyenne annuelle pour les particules PM2,5 | Evolution de la moyenne annuelle | ATMO Nouvelle-Aquitaine | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Nombre d’habitation disposant d’un chauffage au bois | Cumul du nombre d’habitation disposant d’un chauffage au bois | ATMO Nouvelle-Aquitaine | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Nombre de système de chauffage biomasse modernisé ou remplacé | Nombre et proportion de chaudière bois modernisées ou remplacées par des systèmes moins polluants (chaudières bois récentes, autres systèmes basés sur des énergies renouvelables) | Nombres de dossier traité par ICARE sur la biomasse ;  Nombre de projets suivi par le Contrat de Développement des énergies thermiques renouvelables (Département SDEEG, ALEC)  GRDF (nombre de chaudières fioul remplacées) | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
| Nombre de cahier des charges des collectivités incluant des clauses environnementales (gestion responsable des chantiers …) | Evolution du nombre de cahiers des charges incluant des clauses environnementales | Service instruction d’urbanisme de la Communauté de communes de Saint André de Cubzac | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 43 |
| Autres pollutions et nuisances | | Nombre de points lumineux par habitant | Cumul du nombre de point lumineux par habitants | CC Grand Cubzaguais / SDEEG 33 | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 41 |
|  | Nombre de communes ayant instauré une baisse d’intensité sur leur éclairage public | Cumul du nombre de points lumineux ayant bénéficier d’une baisse d’intensité | CC Grand Cubzaguais / SDEEG 33 | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 41 |
| Nombre de communes ayant instauré une extinction nocturne | Cumul du nombre de points lumineux basculés en extinction nocturne | CC Grand Cubzaguais / SDEEG 33 | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 41 |
| Nombre de points lumineux ayant bénéficiés d’une modernisation de technologie (température de couleur, système LED …) | Cumul du nombre de points lumineux ayant bénéficiés d’une modernisation de technologie | CC Grand Cubzaguais / SDEEG 33 | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 41 |
| **Consommation d’énergie et émissions de GES** | Emissions de GES | | Consommation d’énergie finale sur le territoire | Evolution globale de la consommation d’énergie | AREC | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 14,39 |
| Consommation d’énergie fossile | Evolution de la consommation d’énergie fossile | AREC | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 14,39 |
| Estimation des émissions totales des GES sur le territoire | Evolution des émissions de GES | Atmo | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 11, |
| Bâti | | Surface de bâti public ou nombre de bâtiments publics ayant bénéficié d’une rénovation énergétique | Surface cumulée en m2 ou cumul du nombre de bâtiments rénovés | ICARE | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 12,13,34 |
| Surface ou proportion des résidences principales ayant bénéficié d’une rénovation énergétique | Surface cumulé en m2 | ICARE | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 12,13,34 |
|  | | Nombre de chaudière au fioul remplacées par des dispositifs renouvelables (particulier et public) | Cumul du nombre de chaudières changées | ICARE, GRDF, SDEEG (dispositif de Contrat de développement des énergies thermiques renouvelables) | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 12,13 |
| Transports | | Nombre de personnes ayant téléchargé le nouveau plan itinéraire cyclables | Cumul du nombre de téléchargements | Service communication de la Communauté de communes de Saint André de Cubzac | Annuelle | A renseigner à partir de la mise en ligne du plan vélo 2020 | 4 |
|  | Nombre de stationnement vélos installés | Cumul du nombre de stationnements vélos | Communes | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 4 |
| Nombre de personnes utilisant les trains pour ses déplacements domicile-travail | Cumul du nombre d’abonnement SNCF | SNCF | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 1 |
| Nombre d’aires de covoiturage aménagées | Cumul du nombre d’aires de covoiturage | Communautés de communes | Annuelle | 7 aires de covoiturage en 2019 | 2 |
| Développement des énergies renouvelables | | Nombre d’installations de méthanisation ou autres projets de valorisation des sous-produits territoriaux (agricoles, déchets alimentaires, industriels, STEP …) | Cumul du nombre de méthaniseurs sur le territoire | MéthaN-action (FR CUMA, Région), SDEEG, GRDF | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 10, 11 |
|  | Nombre de bâtiments publics bénéficiant d’un dispositif de Géothermie | Cumul du nombre d’installations et du nombre de bâtiments publics concernés | SDEEG/ALEC/communes | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 10,11 |
|  |  | | Nombre de résidences et de bâtiments publics disposant de panneaux solaires | Cumul du nombre de résidence et de bâtiments publics | SDEEG/communes/AREC | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 10,11 |
|  |  | | Puissance totale installée en solaire photovoltaïque | Evolution de la puissance totale installée (pour prendre en compte les projets sur grandes toitures, ombrières, etc…) | SDEEG/ AREC | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 10,11 |
|  |  | | Nombre de résidences bénéficiant d’un dispositif solaire thermique pour le chauffage et ou l’eau chaude sanitaire | Cumul du nombre de résidence équipées | SDEEG/ALEC | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 10,11 |
|  |  | | Puissance installée en hydroélectricité | Evolution des puissance installée | AREC | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 |  |
|  |  | | Nombre de projets d’énergie renouvelable portés par les collectivités | Cumul du nombre de projets | Communes | Annuelle | A renseigner à partir de 2019 | 10,11 |

(1) Données consultables et couches SIG téléchargeables sur le site : http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/612/JPV\_zones\_humides\_74.map.

(4) Banque Nationale des données sur l’eau : données consultables sur http://www.bnpe.eaufrance.fr/ ; recherche par commune. Fréquence d’actualisation annuelle.

(6) Données téléchargeables sur : http://www.georisques.gouv.fr/acces-aux-donnees-gaspar. Fréquence d’actualisation : plusieurs fois par an

# Les conséquences socio-économiques

Le rapport Stern, publié en 2006 a posé la question des coûts de l’inaction sur le long terme. Selon ce rapport le coût de l’inaction est supérieur au coût de l’action.

* Coût estimé d’une non-action climatique : perte de 5% du PIB mondial/an au minimum soit 5500 milliards d’euros, voire 20% si certains risques supplémentaire sont pris en compte.
* Coût de l’action, dans le cadre d’une action internationale concertée : 1% du PIB mondial/ an (investissement nécessaire à une stabilisation de la concentration de GES à un niveau compris entre 500 et 550 ppm)
* Conditions de réussite : Schémas internationaux, basés sur les systèmes de marchés d’émissions, forte coopération technologique et mesures d’adaptation.

A la suite de ce rapport Stern, une autre estimation économique du réchauffement climatique a été réalisée par les grandes institutions économiques et financières.

* La banque mondiale a calculé en 2013 qu’au cours des trente dernières années, les pertes et dommages annuels liés à des événements climatiques sont passés de 50 milliards à près de 200 milliards.

En 2014, une estimation du GIEC a évalué à 1050 milliards d’euros, le coût global du changement climatique à l’horizon 2100, sur la base d’une hausse des températures de 2,5°C d’ici à 2100.

Fin 2014, le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE) a également publié une estimation catastrophique du coût global de l’adaptation au changement climatique de 150 milliards de dollars par an entre 2025 et 2030 et de 250 milliards de dollars par an en 2050.

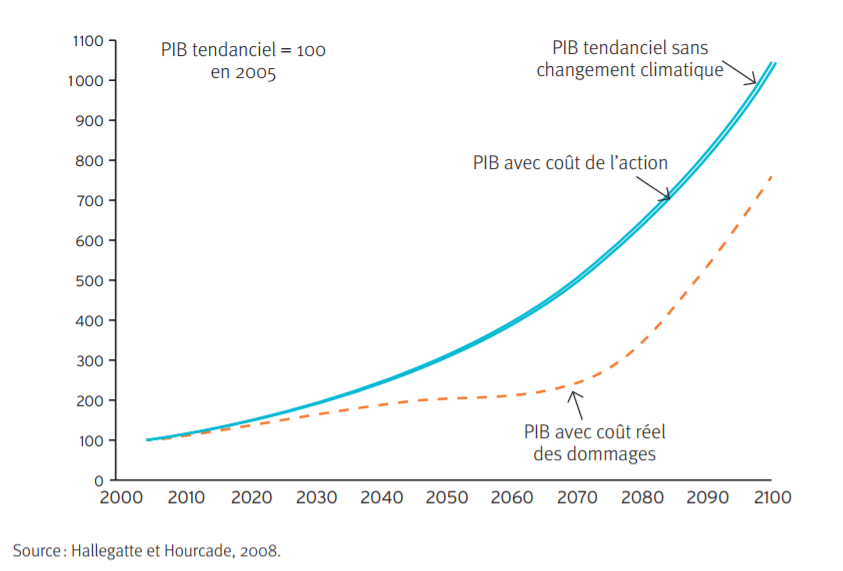


Figure : Projection du PIB mondial

## La facture énergétique

En 2015, l’énergie consommée par le territoire de Grand Cubzaguais Communauté de communes était de **901 GWh**.

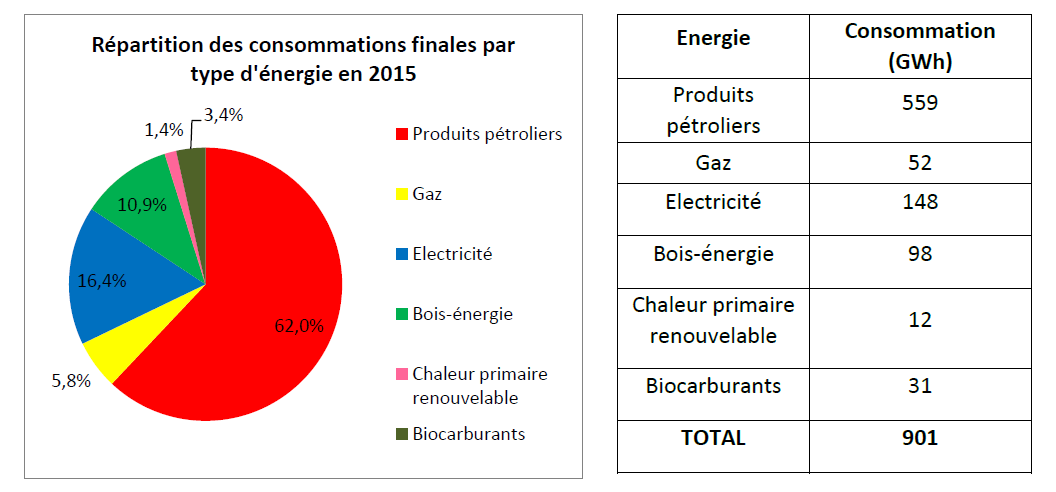


Figure : Répartition des consommations finales par type d'énergie en 2015 sur le Grand Cubzaguais Communauté de Communes, source : Alec

Le coût de cette énergie pour la communauté de communes représentait 109,6 M€[[1]](#footnote-1) en 2015, majoritairement induit par la consommation de produits pétroliers.

## Le coût de l’inaction

Il est lié à :

* L’évolution de la facture énergétique : vulnérabilité économique du territoire.
* L’impact sanitaire lié à la qualité de l’air : vulnérabilité sanitaire et coût associé.
* L’impact économique d’un manque d’adaptation du territoire au changement climatique (à plus long terme 2030)

Concernant la vulnérabilité économique, il est estimé que le coût de l’énergie peut augmenter de 50% à l’horizon 2030, soit un surcoût de 55 M€pour le Grand Cubzaguais Communauté de communes ce qui porterait la facture énergétique globale à 165 M€[[2]](#footnote-2).

Bien qu’étant de simples estimations, ces chiffres indiquent clairement que l’enjeu énergétique est une question économique et sociale de premier ordre.

Concernant **le coût de l’impact sanitaire de la qualité de l’air**, il n’y a pas d’étude sur le territoire. Toutefois, chaque année la mauvaise qualité de l’air en Europe et en France ne tuerait plus de personne que le tabac. Cela représenter 50 000 morts prématurées par an en France. Cet enjeu est donc majeur pour le territoire.

Concernant **L’impact économique du changement climatique** sur le territoire, les principaux secteurs potentiellement sensibles sont :

* L’agriculture et en particulier la viticulture pour laquelle l’évolution des modes culturales prendra du temps.
* Les risques naturels (inondations, retrait gonflement des argiles, périodes de sécheresse allongée).

L’impact économique de l’inaction induira sur le long terme un dépérissement la filière viticole.

## Le cout de l’action

La mise en œuvre de la stratégie présentée dans le PCAET induira la mise en œuvre chaque année de :

* Développement de production d’énergie renouvelable (photovoltaïque, pompes à chaleur, chauffage biomasse, réseaux de chaleur…)
* De rénovation de logements et de surface de bâtiments tertiaire (dont les bâtiments publics).

De nombreux emplois vont être créés localement afin de répondre à la demande du territoire.

C’est la rénovation énergétique des bâtiments qui sera le premier pourvoyeur d’emplois pour réussir la transition du territoire.

Grand Cubzaguais Communauté de communes envisage également d’accompagner fortement le développement de l’agriculture maraichère en circuit court. Ce secteur d’activité sera également fortement pourvoyeur d’emploi.

Le développement d’espace de coworking sur le territoire permettra également de relocaliser une partie de l’activité et d’augmenter les consommations locales.

# Résumé non technique

## Le contexte territorial

La Communauté de communes du Grand Cubzaguais est située dans le département de la Gironde, en région Nouvelle-Aquitaine, à environ 30 km au Nord-Est de Bordeaux.

D’une population d’environ 34 442 habitants avec une densité de 228 hab/km² (recensement INSEE 2016), elle est composée de 16 communes depuis 2017 : Saint-André-de-Cubzac, Bourg, Cubzac-les-Ponts, Gauriagues, Lansac, Mombrier, Peujard, Prignac-et-Marcamps, Pugnac, Saint-Gervais, Saint-Laurent-d'Arce, Saint-Trojan, Tauriac, Teuillac, Val de Virvée, Virsac.

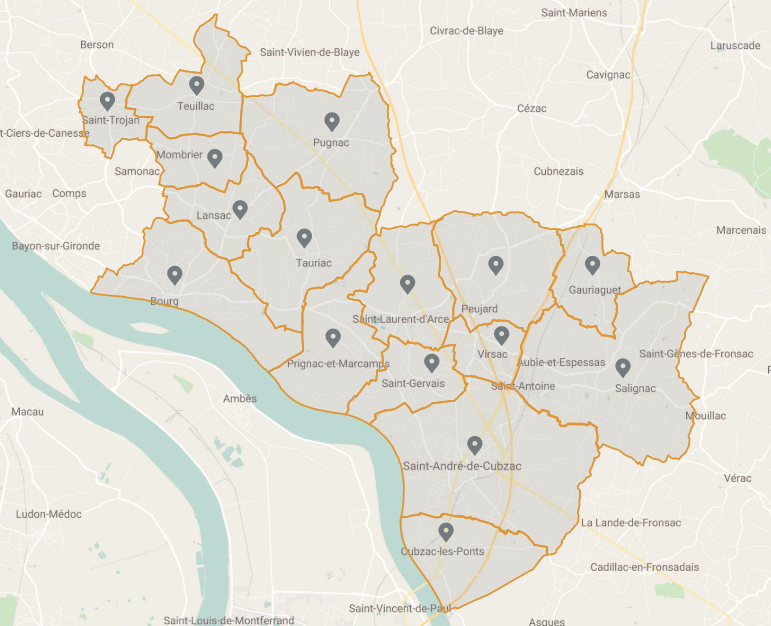


Figure 9 : Périmètre géographique du territoire de la CCGC. Source : site du Grand Cubzaguais

Le Grand Cubzaguais constitue le territoire d’entrée Nord de la métropole bordelaise, situé entre l’estuaire et deux grandes infrastructures routières (A10, RN10). Caractérisé par une périurbanisation forte, il est marqué par l’influence résidentielle et économique de la métropole bordelaise.

Le territoire conserve encore néanmoins de nombreux marqueurs sur son passé rurale et agricole. En effet, il occupe un espace de plus de 151 km² très largement dominé par des espaces naturels, agricoles et viticole.

Par ailleurs, la dynamique engagée par l’élaboration de son PCAET invite le Grand Cubzaguais à se positionner avec cohérence sur les thématiques énergie et climat, au travers des actions déjà conduites par la collectivité sur plusieurs sujets liés à la transition écologique : rénovation de l’habitat, agriculture durable, mobilité alternative, circuits courts alimentaires, etc.

## L’élaboration du Plan climat-air-énergie territorial

Le plan d’actions PCAET du Grand Cubzaguais a été élaboré avec l’appui des services, des élus et d’un réseau de partenaires dynamique. Il a été travaillé en cohérence avec les engagements nationaux pris par la loi de transition énergétique de 2015 ainsi que sur l’ambition de la région Nouvelle-Aquitaine à travers son Schéma régional climat-air-énergie (SRCAE).

Ainsi, la déclinaison territoriale de ces objectifs nationaux/régionaux mène à l’élaboration de scénarios qui permettent de dimensionner les efforts à fournir localement, c’est-à-dire de quantifier l’ambition de chaque action à mettre en œuvre pour atteindre l’objectif défini.

Il en résulte un positionnement territorial suivant à l’horizon 2030 :

* Consommation d’énergie : une réduction de 17% ;
* Production d’énergie renouvelable : un taux de couverture de 13%, soit 99 GWh produits ;
* Emissions de GES : une réduction de 30%.

Pour atteindre ces objectifs, le Grand Cubzaguais s’engage à décliner son plan d’actions dans un esprit de transversalité de ces services, mais aussi de dynamisation d’un réseau d’acteurs en capacité de porter des projets énergie-climat sur son territoire. Ainsi, le programme d’actions est structuré autour de 5 axes stratégiques :

* Favoriser une mobilité sobre en carbone
* Sobriété et transition énergétique
* Aménager un territoire résilient face au changements climatiques
* Développer un territoire durable
* Grand Cubzaguais, territoire engagé

Ces 5 axes stratégiques se déclinent en 15 orientations opérationnelles, concernant à la fois le volet territorial et le volet patrimoine/compétences de l’intercommunalité et de ses communes membres.

Les ambitions du territoire sont de poursuivre l’utilisation et/ou la mise en place d’outils structurants pour engager le territoire dans la transition énergétique et écologique. Ce plan d’actions, établi pour une durée de 6 ans, fera l'objet d'une évaluation à mi-parcours au bout de 3 ans.

L’articulation du PCAET avec les autres plans et programme à prendre en compte a été analysée.

## Les enjeux environnementaux du territoire

Les besoins énergétiques se concentrent aujourd’hui sur les secteurs du transport (60%) et de l’habitat (33%). Ces besoins sont essentiellement assurés par l’usage d’énergie fossile (gaz, fioul, produits pétroliers) ce qui engendre deux problématiques, renforcées par l’attractivité du territoire :

* La vulnérabilité économique des habitants et de l’ensemble des activités du territoire face à la hausse du coût de ces énergies. Rappelons par ailleurs que le territoire couvre en 2016 environ 4% de ces besoins par une production énergétique locale et renouvelable ;
* La pollution atmosphérique notamment par les émissions de gaz à effet de serre issues de la combustion de ces énergies et première cause du réchauffement climatique.

D’autre part, le Grand Cubzaguais offre une grande diversité paysagère, avec des espaces naturels remarquables, au sein de 4 unités paysagères :

* Le Cubzadais (E5)
* Le Blayais (E6)
* Le marais de Prignac-et-Marcamps (C2)
* La vallée de Libourne à Saint-André-de-Cubzac (B4)

Les espaces agricoles recouvrent 78% du territoire du Grand Cubzaguais, largement dominés par une orientation historique vers la viticulture (45% de la surface totale). Avec 9% de la surface urbanisée, tout laisse à penser que le territoire est principalement rural. Cependant, le contexte environnemental est directement affecté par la pression foncière de la métropole bordelaise, tant au niveau du développement économique que du développement résidentiel.

Les zones humides, principalement constituées par les marais intérieurs, représentent 0,3 % du territoire de la collectivité. Ces zones exercent de très nombreuses fonctions : milieu à la biodiversité très riche, dénitrification des milieux, stockage d’eau, le soutien d’étiage des cours d’eau en période estival, stockage de carbone, …

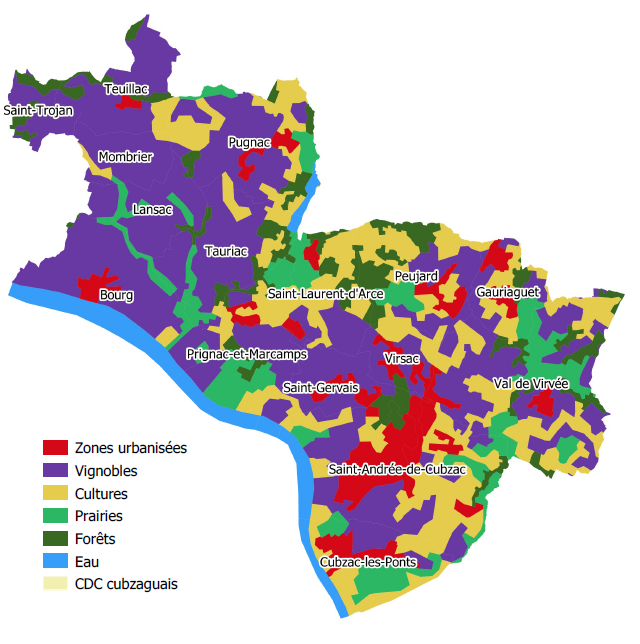


Figure 10 : Occupation du sol sur le territoire de la CCGC. Source : Corine Land Cover 2012

Une surveillance accrue des milieux, de leur maintien et de leur préservation restent cependant les priorités du PCAET :

* Les espaces naturels de l’urbanisation, notamment dans une visée d’accueil de nouveaux habitants ;
* Le réseau hydrographique autant d’un point de vue quantitatif que qualitatif ;
* Les milieux liés aux activités primaires comme la viticulture.

Le rapport « Etat Initial de l’Environnement » présente de manière détaillée les enjeux environnementaux du territoire jugés importants et majeurs vis-à-vis de la démarche PCAET. Ces enjeux sont repris synthétiquement dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Enjeux environnementaux PCAET du Grand Cubzaguais** | | |
| **Climat** | Climat et son évolution | Réduction des émissions de gaz à effet de serre |
| Anticipation des évolutions climatiques (températures, précipitations) et de leurs impacts sur le territoire |
| **Milieu physique** | Géologie, relief et hydrographie | Anticipation de la modification de débits de la Dordogne et de ses affluents en période estivale |
| Ressource en eau | Amélioration de la qualité des eaux de surface |
| Anticipation de la réduction de la ressource en eau potable disponible, notamment en période estivale |
| Prévention des conflits d'usage entre eau potable et irrigations, et des pressions sur la ressource en eau |
| Protection des milieux aquatiques et des zones humides (Dordogne et ses affluents, marais, …) |
| Prévention de la pollution des sols par les pratiques agricoles et d'entretien des espaces verts |
| Occupation des sols | Préservation des espaces agricoles/viticoles et naturels, puits de carbone importants |
| Développement d'une agriculture et d'une viticulture durable |
| Prévention de l'étalement urbain et de l'artificialisation des sols, sous la pression foncière de la métropole bordelaise |
| **Milieu naturel** | Espaces naturels et paysages | Maintien de la diversité des paysages, entre vallées, plaines, boisements et zones humides |
| Préservation de la biodiversité locale, notamment au regard de l'urbanisation résidentielle et économique |
| Anticipation de la fragmentation des continuités écologiques |
| Zones de protection environnementale | Amélioration des connaissances de l'impact climatique sur la faune et la flore du territoire |
| **Risques sur le territoire** | Risques naturels et prévention | Anticipation des risques de mouvements de terrain (retrait-gonflement des argiles) dans les projets d'aménagement |
| Prise en compte du risque inondation dans les projets d'aménagements |
| Risques technologiques | Intégration des risques de transports de matières dangereuses dans l'identification des sites d'aménagement |
| **Pollutions et nuisances** | Gestion des déchets | Réduction du volume et amélioration du tri des déchets collectés |
| Développement des filières de valorisation et de l'économie circulaire |
| Pollution atmosphérique | Amélioration des conditions sanitaires, notamment sur les communes sensibles à la qualité de l'air |
| Autres pollutions et nuisances | Anticipation sur le choix des emplacements et des matériaux utilisés des aménagements liés aux transports et aux ENR |
| Réduction des nuisances sonores liées aux déplacements |
| Réduction de la pollution lumineuse |

|  |
| --- |
| **Enjeu faible** car peu sensible et/ ou sur lequel le PCAET n'a pas / très peu d'incidence |
| **Enjeu important** sur lequel le PCAET peut avoir des incidences importantes |
| **Enjeu majeur** d'une grande sensibilité sur lequel le PCAET peut avoir des incidences fortes |

## Les incidences environnementales et les mesures prises

L’ensemble des parties prenantes ont été mobilisées dans l’élaboration du PCAET et dans la définition du plan d’actions :

* Un comité de pilotage a été réuni de façon régulière tout à long de l’élaboration du projet ;
* De nombreux acteurs publics et privés ont participé à l’élaboration du PCAET dans le cadre de plusieurs ateliers de travail thématiques ;
* La population a également été consultée par le biais d’évènements grand public et la participation à 2 forums citoyens.

Un travail itératif a été réalisé tout au long de la définition et de la description du plan d’actions afin de questionner la pertinence des actions, leur faisabilité et de faire le lien avec les impacts potentiels.

L’impact environnemental des objectifs du PCAET et du plan d’actions qui en découle est globalement positif sur toutes les thématiques environnementales étudiées. Cela passera en premier lieu par l’atteinte des objectifs fixé qui tendent à limiter à +1.5°C l’évolution de la température globale (en lien avec les préconisations de la Stratégie Nationale Bas Carbone), mais aussi par le maintien de ses espaces naturels et agricoles qui jouent un rôle de puit carbone.

Certaines incidences potentielles négatives indirectes ont cependant été relevées. Elles sont essentiellement dues :

* A l’aménagement de l’espace : aménagements liés à la mobilité (aires de covoiturage, pistes cyclables, voies piétonnes…). La consommation d’espaces et son artificialisation devront être minimisées afin de ne pas empiéter notamment sur les corridors écologiques et de limiter la perméabilité des sols (aggravation des risques naturels et dans une moindre mesure effet d’ilot de chaleur). Une réflexion reste à porter sur des solutions alternatives telles que la perméabilité des parkings et voiries, …
* Au développement des énergies renouvelables, tant d’un point de vue du foncier que dans la prise en considération dès le montage du projet le démantèlement des installations et la recyclabilité des matériaux. Concernant le premier point, les impacts environnementaux feront nécessairement l’objet d’une étude d’impact spécifique et ciblée au lieu d’implantation envisagé.

Des préconisations spécifiques ont été formulées pour permettre à la collectivité d’anticiper d’éventuelles incidences. Ces mesures passeront à la fois par de l’approfondissement des connaissances plus locales mais aussi par des mesures de sensibilisation.

Pour atteindre ces objectifs, une gouvernance dédiée au projet a été mise en place. Un suivi-évaluation sera réalisé annuellement et sera intégré dans le rapport annuel de développement durable de la collectivité.

## Gouvernance et suivi :

Au sein de la Communauté de Communes, le suivi et la coordination du PCAET, seront réalisés en binôme par un élu référent et un(e) chargé(e) de mission Plan Climat Air Energie Territorial. Ce binôme technique travaillera en lien avec une commission « Aménagement durable » ; instance de travail qui propose les décisions à prendre en conseil communautaire (ou au Président de la communauté de communes suivant les délégations qui lui sont attribuées par le conseil communautaire).

Accompagnée dans cette démarche par de nombreux partenaires, la Communauté de Communes devra lors de la mise en place du plan d’actions arborer deux casquettes ; celle de maitre d’ouvrage et celle d’animateur et coordinateur pour les actions portées par des partenaires. Dans les deux cas, l’avancement de chaque action sera suivi, selon les indicateurs identifiés dans les fiches actions, par le ou la chargé(e) de mission PCAET.

1. Prix de l’énergie issus de la base de données Pégase <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-mensuelles-de-lenergie>. [↑](#footnote-ref-1)
2. Cette estimation est réalisée en s’appuyant sur les prix de l’énergie utilisés par l’ADEME dans son étude des scénarios énergétiques 2030-2050 : 134$ le baril de pétrole et 13$/Mbtu, ainsi que sur une augmentation de 30% du prix de l’électricité. [↑](#footnote-ref-2)